

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Information Technology Infrastructu Infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du c	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-18IT01/C	Date 2023-11-03
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-18IT01	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-061-29203	
File No. - N° de dossier 061qe.W8474-18IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2024-01-10 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abela, Aaron	Buyer Id - Id de l'acheteur 061qe
Telephone No. - N° de téléphone () - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Security and Electronic Warfare Major
Proj/Division de la sécurité de l'information et de la guerre
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 APERÇU DU PROJET	4
1.4 COMPTE RENDU	6
1.5 EXCEPTION AU TITRE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE	6
1.6 RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	6
1.7 CONFLIT D'INTÉRÊTS	7
1.8 AUTRES ENTREPRENEURS ET RESSOURCES DU SECTEUR PRIVÉ	7
1.9 SURVEILLANTE DE L'ÉQUITÉ	8
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS	9
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	9
2.2 PRÉSENTATION DES RÉPONSES	10
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	10
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE L'INVITATION À SE QUALIFIER	12
2.5 COMMUNICATION	12
2.6 LOIS APPLICABLES	12
2.7 DROITS DU CANADA	12
2.8 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
2.9 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	14
2.10 FONDEMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	14
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES	15
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES	15
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	18
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	18
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	22
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	23
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA RÉPONSE	23
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À DEVENIR UN FOURNISSEUR QUALIFIÉ OU L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	23
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	25
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ – ISQ	25
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ – CONTRAT DE COOPÉRATION FINANCIÉE SUIVANT L'ISQ	25
6.3 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES	26
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT (COOPÉRATION FINANCIÉE)	28
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	28
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	34

7.3	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	34
7.4	EXIGENCE DE CONFIDENTIALITÉ	40
7.5	DURÉE DU CONTRAT	40
7.6	RESPONSABLES	41
7.7	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	42
7.8	UTILISATEURS AUTORISÉS	42
7.9	PAIEMENT	42
7.10	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	45
7.11	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	46
7.12	LOIS APPLICABLES	46
7.13	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	46
7.14	CONTRAT DE DÉFENSE	46
7.15	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS	47
7.16	ASSURANCES	47
7.17	PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES	47
7.18	PRÉSERVATION DES SUPPORTS ÉLECTRONIQUES	47
7.19	RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES CANADIENNES	47
7.20	RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DU GOUVERNEMENT	47
7.21	RESPONSABILITÉS RELATIVES AU PROTOCOLE D'IDENTIFICATION	47
7.22	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	48
	ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX – COOPÉRATION FINANCÉE	49
	ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT – COOPÉRATION FINANCÉE	55
	ANNEXE C - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	56
	ANNEXE D - ENTREPRISES ENTENTE DE NON-DIVULGATION POUR LA PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS	61
	ANNEXE E- FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES	65
	ANNEXE F - DEMANDE DE PARRAINAGE DE SÉCURITÉ	66
	ANNEXE G - CRITÈRES D'ÉVALUATION.....	68
	ANNEXE H - FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE.....	82

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

L'invitation à se qualifier contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du projet et de l'invitation à se qualifier;
- Partie 2 Instructions à l'intention des répondants : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à l'invitation à se qualifier;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des réponses : donne aux répondants les instructions pour préparer leur réponse à l'invitation à se qualifier;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la réponse, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les répondants doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent concernant la coopération financée.

Les annexes comprennent la portée des travaux, la base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), les ententes de non-divulgaration, le formulaire d'autorisation de tâches, la demande de parrainage en matière de sécurité, les critères d'évaluation technique et le formulaire de présentation de la réponse.

1.2 Sommaire

L'invitation à se qualifier (ISQ) vise à permettre aux fournisseurs capables de fournir des services infonuagiques sécurisés à très grande échelle dans le cadre du projet de l'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle (ITI C2) de se qualifier pour passer aux prochaines étapes du processus d'approvisionnement. Un aperçu plus détaillé du processus d'approvisionnement est fourni dans la demande de renseignements. La demande de renseignements et toutes ses modifications peuvent être consultées sur le site AchatsCanada (<https://achatscanada.canada.ca/fr>); numéro de l'appel d'offres : W8474-18IT01/B.

De plus, la présente ISQ :

- a) informe les fournisseurs éventuels des exigences relatives à la sécurité des prochaines étapes du processus approvisionnement et du contrat subséquent;
- b) fournit d'autres renseignements pertinents sur l'éventuelle demande de propositions;
- c) fournit les dispositions contractuelles des contrats de coopération financée subséquents.

Remarque : L'objectif principal de la coopération financée est de faciliter la préparation de l'énoncé des besoins, des spécifications du système et des autres documents pertinents. La coopération financée, qui

impliquera une interaction entre le ministère de la Défense nationale (MDN), les Forces armées canadiennes (FAC) et des fournisseurs qualifiés, vise à assurer un échange de renseignements exhaustifs. L'objectif des contrats de coopération financée est de poursuivre les consultations et d'obtenir des données de l'industrie afin que le Canada puisse mieux définir ses besoins en matière de solution non exclusive répondant aux besoins capacitaires du MDN. Seuls les fournisseurs qualifiés qui satisfont aux exigences relatives à sécurité énoncées dans la partie 7 et à l'annexe C seront autorisés à participer à la coopération financée.

La coopération financée prévoit actuellement une période du contrat équivalant à une (1) année, avec une option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions, et portera généralement sur :

- Description contextuelle des fournisseurs de services infonuagiques (FSI) et démonstration de leurs principales fonctionnalités et services infonuagiques, de leur rendement général, de l'intégration du service à la clientèle concernant l'infrastructure-service (IaaS) et la plateforme-service (PaaS), de la fédération de la gestion intégrée de l'accès (GIA), de leur souplesse et de leurs capacités d'innovation, de leurs services de soutien à la migration des applications; de leurs validations de principe; de leurs activités de laboratoire infonuagique (p. ex. l'activation en nuage de fonctions d'application simples); et de leurs architectures/conceptions infonuagiques générales initiales pour la base infonuagique de l'infrastructure de TI secrète modernisée.

Il s'agira notamment d'architectures de sécurité, de démonstrations et de validations de principe pour démontrer que les FSI peuvent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité du gouvernement du Canada en fonction de la publication 33 de la série Conseils en matière de sécurité des technologies de l'information (ITSG-33) et du profil de sécurité secret/élevé/élevé. Compte tenu du niveau d'engagement demandé, les fournisseurs qualifiés auront la possibilité de se voir attribuer un contrat de coopération financée par l'entremise de cette ITQ, s'ils satisfont également aux exigences relatives à la sécurité énoncées dans la partie 7 et à l'annexe C. Les fournisseurs qualifiés peuvent être invités à participer à des rencontres, à examiner des documents, à rédiger des documents ou à préparer des architectures générales. L'énoncé des travaux de la coopération financée figure à l'annexe A. Les conditions contractuelles proposées pour la coopération financée sont indiquées dans la partie 7.

La participation à la coopération financée n'est pas obligatoire. Le fait de ne pas participer à ce processus d'engagement n'empêchera pas un fournisseur qualifié d'être invité à soumettre des commentaires lors de la publication de la demande de propositions ou de présenter une offre lors de la publication de la demande de propositions officielle.

Même si le processus de la présente ISQ ne constitue pas une demande de soumissions, un ou plus d'un contrat pourrait être attribué aux fournisseurs qualifiés dans la phase suivante. Le MDN a alloué un montant prédéterminé et limité de fonds aux contrats de coopération financée escomptés. La valeur des contrats de coopération financée sera répartie également entre les fournisseurs qualifiés qui décident de participer. La valeur des contrats prévus n'est pas connue à l'heure actuelle, mais sera déterminée ultérieurement.

Seuls les fournisseurs qui se qualifient à la suite de la présente ISQ seront invités à participer aux étapes subséquentes à l'ISQ, y compris la coopération financée, la réception de la version provisoire ultérieure de la demande de propositions et la soumission à la version finale de la demande de propositions.

Le Canada se réserve le droit d'annuler ce processus d'approvisionnement à tout moment pendant l'étape d'ISQ ou toute autre étape du processus. Puisque le Canada peut annuler l'ISQ, les processus d'approvisionnement décrits dans le présent document peuvent ne pas voir le jour. Les fournisseurs qualifiés peuvent se retirer du processus en tout temps puisque l'ISQ n'est pas un appel d'offres. Ils peuvent décider de ne pas soumettre de proposition à une demande de soumissions subséquente, quelle qu'elle soit. Ni le gouvernement du Canada ni ses conseillers ne seront responsables des dépenses,

coûts, pertes ou dommages encourus ou subis par un répondant, un conseiller du répondant une toute personne liée à l'un d'eux, en raison d'une mesure prise par le Canada à l'égard de toute phase du processus d'approvisionnement. Si le Canada annule le présent approvisionnement après l'attribution du contrat de coopération financée, les dispositions de résiliation pour raisons de commodité prévues dans les conditions générales utilisées dans le contrat de coopération financée s'appliqueront.

La présente ISQ permet aux répondants d'utiliser le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour transmettre leur réponse par voie électronique. Pour en savoir plus à ce sujet, les répondants doivent se reporter à la partie 2, Instructions à l'intention des répondants, et à la partie 3, Instructions relatives à la préparation de la réponse, de l'ISQ.

1.3 Aperçu du projet

- a) **Contexte :** Le MDN et les FAC veulent mettre en place une infrastructure de technologie sécurisée et intégrée de niveau secret qui permettra de regrouper et de réduire le nombre de réseaux secrets en leur sein, qui améliorera la connectivité et le partage de renseignements en leur sein et avec leurs partenaires de mission, et qui pourra évoluer facilement pour relever les défis futurs. Cette infrastructure de TI permettra aux commandants des FAC d'assurer le C2, notamment dans des quartiers généraux déployés, à l'aide des technologies les plus récentes disponibles pour fournir des capacités de soutien optimales.

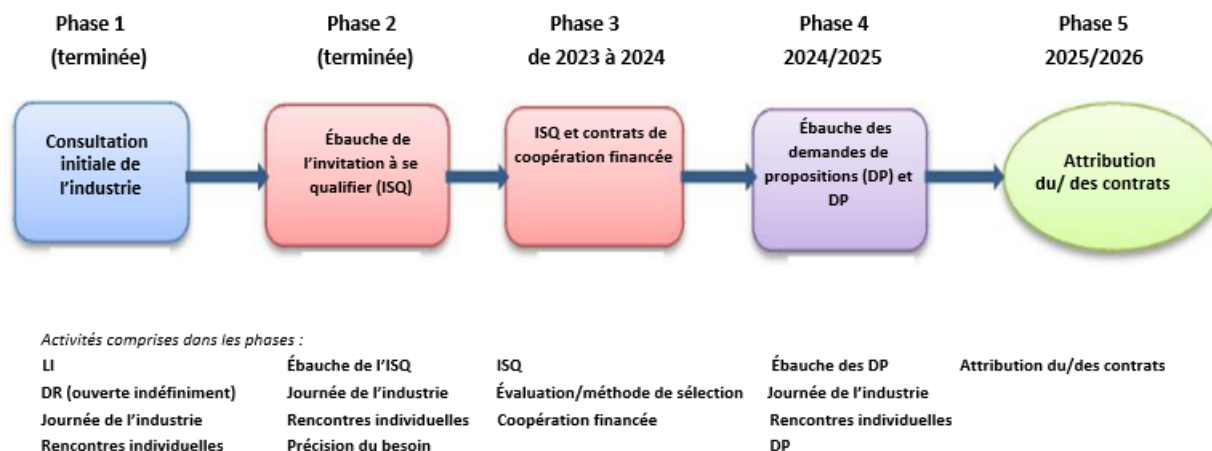
Le MDN et les FAC se doteront de la nouvelle infrastructure par l'entremise du projet de l'ITI C2 qui se veut, entre autres, un moyen d'exploiter les forces de l'industrie pour accroître leur efficacité et offrir des services de la plus haute qualité possible.

La demande de renseignements contient des renseignements complémentaires sur le projet.

b) Portée du processus d'approvisionnement prévu

- i. **Utilisateurs potentiels :** Tous les contrats attribués aux fournisseurs qualifiés à la suite de l'ISQ pourraient être utilisés par le MDN. Il est possible d'ajouter d'autres ministères, établissements publics, ou organismes gouvernementaux, ou tout autre organisme du Canada (y compris ceux décrits dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* telle que modifiée de temps à autre), et toute autre partie pour laquelle SPAC a été autorisé à agir.
- ii. **Sécurité de l'infrastructure:** Le Canada pourrait décider d'exiger que les fournisseurs aient une cote de sécurité « Très secret » pour répondre à la demande de propositions. Si cette exigence se concrétise, le Canada se réserve le droit de modifier la présente ISQ et tout contrat subséquent, le cas échéant.

Figure 1. Processus d'approvisionnement du projet de l'ITI C2



1.4 Compte rendu

L'autorité contractante informera les répondants non retenus après l'étape de l'invitation à se qualifier (IQ).

Les répondants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de l'invitation à se qualifier. Les répondants devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de l'invitation à se qualifier. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone, par téléconférence ou vidéoconférence, tel que déterminé par le Canada.

1.5 Exception au titre de la sécurité nationale

Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans le cadre des accords commerciaux ont été invoquées; le contrat est donc entièrement soustrait à toutes les modalités de tous les accords commerciaux.

1.6 Retombées industrielles et technologiques

La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), notamment la proposition de valeur (PV), s'appliquera à la demande de propositions éventuelle et aux contrats subséquents de l'ITI C2; elle ne s'applique toutefois pas aux contrats de coopération financée. La Politique des RIT et la PV visent à soutenir la viabilité et la croissance à long terme du secteur de la défense du Canada, y compris les petites et moyennes entreprises de toutes les régions du Canada afin de stimuler l'innovation par la recherche et le développement pour appuyer le perfectionnement des compétences et la formation, et accroître le potentiel d'exportation des entreprises établies au Canada. La Politique des RIT est une obligation contractuelle qui contraint l'entrepreneur à effectuer des activités opérationnelles liées au projet, au Canada, d'une valeur égale au contrat attribué. Les soumissionnaires retenus sont sélectionnés en fonction d'une combinaison du prix, de la valeur technique et de leur PV. Les obligations relatives aux RIT et à la PV pris par le soumissionnaire retenu deviennent des obligations contractuelles dans le ou les contrats subséquents. Afin d'optimiser les retombées économiques, le Canada utilisera la PV pour motiver les entrepreneurs principaux ou les donateurs éventuels à investir dans les capacités industrielles clés (CIC), comme la cyberrésilience et l'intelligence artificielle. Les obligations relatives aux

RIT et à la PV seront déterminées par l'entremise de consultations avec les fournisseurs qualifiés, leurs partenaires et l'industrie canadienne.

Pour en savoir plus sur la Politique des RIT et la proposition de valeur, consultez le site Web <https://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>.

1.7 Conflit d'intérêts

Les répondants sont priés de se reporter aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts de l'article 18 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels (2023-06-08), et aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts du Guide des CCUA 2030, Conditions générales – besoins plus complexes de biens (2022-12-01), publiées sur le site Web de TPSGC, à l'adresse : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>.

Sans limiter d'aucune façon les dispositions décrites ci-dessus, le Canada informe les répondants qu'il a fait appel aux entrepreneurs et aux ressources suivantes du secteur privé, qui ont assuré la prestation de certains services, dont l'examen du contenu de la présente ISQ. Ces personnes ont eu ou pourraient avoir accès aux renseignements relatifs à la présente ISQ ou à d'autres documents ayant trait à la présente démarche d'approvisionnement.

Entrepreneurs

- i. Gartner Inc.
- ii. P1 Consulting Inc. (surveillant de l'équité)
- iii. Veritaaq Technology House Inc.
- iv. Valcom Consulting Group Inc.

Ressources

- i. Keith Patterson (conseiller spécial – principal)
- ii. Steven Woodward (soutien aux applications informatiques)
- iii. Neville Cannon (Gartner)
- iv. Paul Romano (Chef de projet principal)
- v. Shiva Poursina (Architecte d'entreprise principal)
- vi. Dan Brodhead (Chef de projet principal)
- vii. Stephanie Braithwaite (surveillante de l'équité)
- viii. Robin McLernon (remplaçante du contrôleur de l'équité)
- ix. Louise Panneton (remplaçante du contrôleur de l'équité)
- x. Jillian Newsome (remplaçante du contrôleur de l'équité)
- xi. Martin Cukierman (remplaçant du contrôleur de l'équité)
- xii. Oliver Grant (remplaçant contrôleur de l'équité)

1.8 Autres entrepreneurs et ressources du secteur privé

Le Canada peut faire appel à d'autres entrepreneurs et ressources du secteur privé, à sa seule discrétion, pour obtenir des services, y compris l'examen du contenu de la demande de propositions de l'ITI C2, et qui auront ou pourraient avoir accès aux renseignements relatifs au contenu de la demande de propositions de l'ITI C2 ou à d'autres documents liés à ce projet.

Le Canada mettra à jour la liste susmentionnée des entrepreneurs et des ressources du secteur privé afin d'y inclure les noms des intervenants auxquels il aura fait appel, et cette liste sera mise à jour dans toute version provisoire ou définitive ultérieure de la demande de propositions. S'ils font appel à des partenaires et à des sous-traitants, les Répondants doivent s'assurer qu'ils prennent les précautions nécessaires pour éviter tout conflit d'intérêts potentiel ou apparent ou tout avantage injuste, qui pourrait entraîner le rejet de leur offre pour toute DP ultérieure.

Les répondants doivent également savoir que le Canada peut partager avec les entrepreneurs et ressources du secteur privé, en cas de nécessité seulement, des renseignements et des documents fournis au Canada par les fournisseurs qualifiés dans le cadre du processus d'approvisionnement.

Tous les entrepreneurs et toutes les ressources du secteur privé devront signer des ententes de confidentialité avant d'avoir accès à des renseignements et à des documents concernant le projet dans le cadre de ce processus d'approvisionnement.

Canada will not share or disclose information to additional private sector contractors and resources unless the private sector contractor to whom the record pertains gives prior written consent to the disclosure.

1.9 Surveillante de l'équité

Afin de garantir l'équité, la transparence et l'intégrité du processus d'approvisionnement, le Canada a retenu les services d'une surveillante de l'équité indépendante dans le cadre du processus d'approvisionnement du projet de l'ITI C2. Son rôle consiste à fournir une attestation de l'assurance de l'équité, de l'ouverture et de la transparence des activités surveillées.

La surveillante de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais aura, entre autres, accès à toute réponse soumise en réponse à la présente ISQ et à toute correspondance connexe reçue par le Canada en vertu de cette ISQ. La surveillante de l'équité observera l'évaluation des réponses à l'ISQ pour vérifier que le Canada se conforme au processus d'évaluation décrit dans la présente ISQ et observera les comptes rendus relatifs aux réponses. Aux termes du contrat conclu avec le Canada, la surveillante de l'équité a l'obligation de préserver la confidentialité de tous les renseignements reçus découlant de sa participation au présent processus d'approvisionnement.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans l'invitation à se qualifier par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les répondants qui présentent une réponse s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de l'invitation à se qualifier, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent dans Partie 7 (Coopération financée).

Le document [2003](#), (2023-06-08) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans l'invitation à se qualifier et en fait partie intégrante, avec exceptions :

- i) lorsque l'expression « demande de soumissions » est utilisée, la remplacer par « invitation à se qualifier »;
- ii) lorsque le terme « soumission » est utilisé, le remplacer par « réponse »;
- iii) lorsque le terme « soumissionnaire » est utilisé, le remplacer par « répondant ».

Le paragraphe 5.4, qui traite de la période de validité, ne s'applique pas étant donné que l'ISQ invite les répondants à se qualifier. À moins que le Répondant n'informe l'autorité contractante de son désir de retirer sa Réponse, le Canada supposera qu'il tient toujours à se qualifier.

Difficultés techniques de la transmission des soumissions

Malgré toute disposition contraire aux sections (05), (06) ou (08) des Instructions uniformisées, lorsqu'un soumissionnaire a commencé à transmettre sa soumission au moyen d'une méthode de soumission par voie électronique (comme le télécopieur, le service Connexion de la SCP, ou un autre service en ligne) avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, mais qu'en raison de difficultés techniques, le Canada n'a pas été en mesure de recevoir ou de décoder la totalité de la soumission avant la date limite, le Canada peut néanmoins accepter la totalité de la soumission reçue après la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, à condition que le soumissionnaire puisse démontrer ce qui suit :

- i) Le soumissionnaire a communiqué avec le Canada avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner pour tenter de résoudre ses difficultés techniques; OU
- ii) Les propriétés électroniques de la documentation de la soumission indiquent clairement que tous les éléments de la soumission ont été préparés avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner.

Intégralité de la soumission

Après la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle est complète. L'examen de l'intégralité se limitera à déterminer si les renseignements soumis dans le cadre de la soumission peuvent être consultés, ouverts et/ou décodés. Cet examen ne constitue pas une évaluation du contenu, ne permet pas de déterminer si la soumission répond à une norme quelconque ou à toutes les exigences de l'invitation à soumissionner; il se limite uniquement à évaluer l'intégralité de la soumission. Le Canada donnera au soumissionnaire la possibilité de présenter les renseignements jugés manquants ou incomplets dans le cadre de cet examen dans un délai de deux jours ouvrables suivant l'avis.

Plus précisément, la soumission sera examinée et réputée être complète lorsque :

1. Les attestations et les garanties exigées à la clôture de la soumission y sont incluses;
2. Les soumissions sont convenablement signées et le soumissionnaire est correctement identifié;
3. Les modalités de l'invitation à soumissionner et du contrat subséquent sont acceptées;
4. Tous les documents créés avant la clôture de l'invitation à soumissionner ont été dûment soumis au Canada, mais qu'en raison de difficultés techniques, le Canada n'a pas pu les recevoir;
5. Toutes les attestations, déclarations et preuves créées avant la clôture de l'invitation à soumissionner ont été dûment soumises au Canada, mais qu'en raison de difficultés techniques, le Canada n'a pas pu les recevoir.

2.2 Présentation des réponses

Les réponses doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de l'invitation à se qualifier.

Remarque : Pour les fournisseurs qui choisissent d'utiliser le service Connexion de la SCP pour soumettre une réponse au Module de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale (RCN) à la clôture des réponses, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.pareceptiondessoumissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les réponses ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, comme indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des réponses au moyen d'un message Connexion de la SCP si le répondant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.

Il revient au répondant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion de la SCP est envoyée à l'adresse courriel susmentionnée au moins **six (6) jours** avant la date de réponse à l'ISQ.

Les réponses peuvent être soumises par télécopie au numéro de télécopieur suivant : 819-997-9776.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les répondants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des réponses est complétée, le Canada informera le répondant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la réponse non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de l'invitation à se qualifier

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture de l'invitation à se qualifier. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les répondants devraient indiquer le plus exactement possible le numéro d'article de l'ISQ auquel renvoie leur demande de renseignements. Ils devraient présenter chaque question de la façon la plus détaillée possible pour permettre au Canada de fournir des réponses précises. Toutes les questions et les réponses correspondantes du Canada seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (MERX), achatsetventes.gc.ca sous forme de modification à l'ISQ. Les demandes de renseignements techniques ayant un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf si le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut modifier les questions ou demander au répondant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les répondants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les répondants.

2.5 Communication

Afin de garantir l'intégrité du présent processus d'approvisionnement concurrentiel, toutes les communications concernant la présente ISQ, y compris les demandes de renseignements, doivent être transmises par écrit (par courriel) et adressées uniquement à l'autorité contractante à l'adresse courriel ci-dessous :

Autorité contractante

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)
Aaron Abela
Adresse courriel : TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Indiquer dans l'objet : Projet de l'ITI C2

Les questions et réponses seront publiées sur le site AchatsCanada du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (<https://canadabuys.canada.ca/fr>) sous forme de modifications à l'ISQ.

2.6 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les répondants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur réponse ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les répondants acceptent les lois applicables indiquées.

2.7 Droits du Canada

En plus de tout autre droit décrit dans la présente ISQ, le Canada se réserve le droit, à sa seule discrétion, :

- a) de modifier la présente ISQ, y compris les critères de qualification, en tout temps;
- b) d'annuler la présente ISQ à tout moment;
- c) d'émettre de nouveau ou de rouvrir l'ISQ à tout moment;

- d) de republier la présente ISQ si aucun répondant ne se qualifie et que le besoin demeure fondamentalement le même, en invitant uniquement les répondants qui ont répondu à l'ISQ de nouveau dans un délai prescrit par le Canada;
- e) de rejeter et de ne pas examiner plus avant une réponse si, à son avis, l'une des composantes de la réponse présente des questions ou des problèmes potentiels, perçus ou réels qui pourraient nuire à la sécurité nationale du Canada;
- f) de retirer en tout temps un répondant qualifié s'il présente des questions ou des problèmes potentiels, perçus ou réels, qui pourraient nuire à la sécurité nationale du Canada;
- g) de suspendre l'étape 3 à tout moment au cours de l'étape 3; et rouvrir l'étape 2;
- h) de n'attribuer aucun contrat de coopération financée.

2.8 Exigences relatives à la sécurité

Au fur et à mesure que le projet de l'ITI C2 franchit les différentes étapes du processus d'approvisionnement, les exigences relatives à la sécurité peuvent évoluer et leur nombre peut augmenter.

Un répondant n'est pas tenu d'avoir une cote de sécurité pour se qualifier à l'étape de l'ISQ, mais une cote de sécurité et d'autres exigences relatives à la sécurité seront requises aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement.

Dès que le Canada sera prêt à inviter des fournisseurs qualifiés pour chacune des activités des prochaines étapes du processus d'approvisionnement, y compris l'engagement financé, l'autorité contractante communiquera avec l'équipe du Programme de sécurité industrielle (PSI) pour vérifier que tous les fournisseurs qualifiés possèdent bien les cotes de sécurité. Les fournisseurs qualifiés qui ne détiennent pas les cotes de sécurité requises à ce moment-là seront informés qu'ils ne peuvent pas participer.

D'autres exigences relatives à la sécurité pourraient s'appliquer à l'éventuelle journée de l'industrie et aux rencontres individuelles classifiées, à la version provisoire de la DP, à la DP et au contrat subséquent. Les fournisseurs qualifiés qui ne satisfont pas aux exigences relatives à la sécurité correspondant à une étape particulière ne seront pas autorisés à participer à cette étape du processus d'approvisionnement.

Les fournisseurs qui ne détiennent pas actuellement les cotes de sécurité du personnel et les cotes de sécurité de l'organisation auprès du gouvernement fédéral canadien ou de leur propre PSI national ou les fournisseurs qui ne satisfont pas aux exigences prévues relatives à la sécurité décrites à l'annexe C doivent entreprendre tôt le processus d'obtention des cotes de sécurité en communiquant avec les responsables du PSI indiqué sur le site Web de TPSGC (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>) ou les responsables de leur propre PSI national, selon le cas. Les fournisseurs doivent se référer à l'annexe F, Demande de parrainage sécurité, pour en savoir plus.

Le Canada se réserve le droit de réévaluer les exigences relatives à sécurité à tout moment pendant l'étape d'ISQ ou toute autre étape du processus d'approvisionnement. Bien que l'exigence relative à la sécurité actuelle soit établie au niveau de sécurité « Secret », le Canada pourrait décider d'exiger que les fournisseurs aient une cote de sécurité « Très secret », s'il le juge nécessaire. De même, si des informations sont portées à l'attention du Canada et qu'il devient nécessaire de modifier le niveau d'exigence en matière de sécurité, le Canada en informera par écrit chaque fournisseur qualifié dans les meilleurs délais. Les fournisseurs qualifiés qui ne disposent pas de l'habilitation de sécurité la plus élevée décrite peuvent souhaiter amorcer le processus afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences futures potentielles. La décision de retarder l'attribution d'un contrat pour permettre au fournisseur qualifié d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

2.9 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA).
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

2.10 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

The Department of National Defence has determined that any intellectual property rights arising from the performance of the Work under the resulting contract will belong to Canada, on the grounds of National Security and that the main purpose of the funded engagement contract, or of the deliverables contracted for, is to generate knowledge and information for public dissemination.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES

3.1 Instructions pour la préparation des réponses

Que le répondant choisisse d'envoyer sa réponse par voie électronique ou par télécopieur, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées de 2003. Le système Connexion postel de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.

La réponse doit être rassemblée par sections et répartie comme suit :

Section I : Réponse technique
Section II : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Les soumissions transmises sur format papier ne seront pas acceptées.

Présentation d'une seule réponse

Un répondant et ses entités liées (affiliées) ne peuvent soumettre qu'une seule réponse à la présente ISQ. Si un répondant ou une entité liée participe à plusieurs, le Canada lui accordera cinq (5) jours ouvrables pour indiquer la réponse unique que le Canada devra examiner. Si ce délai n'est pas respecté, toutes les réponses concernées pourraient être déclarées irrecevables ou le Canada pourrait choisir, à sa discrétion, la réponse qu'il évaluera.

Un répondant ne peut pas être un sous-traitant sur une autre réponse.

Un sous-traitant peut participer à plus d'une réponse en tant que sous-traitant.

Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités visées ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'une société de personnes, etc.), une entité est considérée comme étant « liée » à un répondant dans les cas suivants :

- 1) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société, partenariat, société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
- 2) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
- 3) si les entités entretiennent actuellement une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années précédant l'invitation à se qualifier;
- 4) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers;

Le membre d'une coentreprise ne peut pas participer à une autre réponse, que ce soit à titre personnel ou comme membre d'une autre coentreprise.

Section I : Réponse technique

Dans leur réponse technique, les répondants doivent expliquer et démontrer comment ils entendent satisfaire aux exigences de l'ISQ.

La réponse technique du fournisseur doit justifier sa conformité aux critères obligatoires qui font l'objet d'une évaluation à la pièce Annexe G - jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation techniques obligatoires, et traiter ces critères de façon claire et suffisamment approfondie. Chaque critère d'évaluation obligatoire doit être traité avec suffisamment de détails pour permettre à l'équipe

d'évaluation de vérifier la conformité du répondant. Se contenter de répéter l'énoncé qui fait partie de l'ISQ ne suffit pas.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande aux répondants de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les répondants peuvent renvoyer à différentes sections de leur réponse en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé a déjà été traité.

Coordonnées des clients cités en référence

Le répondant doit citer en référence des clients pour les sections indiquées dans la pièce Annexe G - jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation techniques obligatoires. Lors de son évaluation des réponses, le Canada peut, mais n'en a pas l'obligation, demander à un répondant de citer en référence des clients s'il ne l'a pas fait dans sa réponse. Si le Canada envoie une demande écrite à cet égard, le répondant aura deux jours ouvrables pour fournir les renseignements demandés au Canada. À défaut de respecter cette échéance, la réponse sera déclarée non recevable.

Chaque client cité en référence doit confirmer, si le Canada lui en fait la demande, les faits indiqués dans la réponse du répondant.

La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

« **[Le répondant]** a-t-il offert des services de **[décrire les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services doivent avoir été offerts]** à votre organisation? ».

____ Oui, le répondant a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

____ Non, le répondant n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

____ Je ne souhaite pas donner de renseignements sur les services décrits ci-dessus ou je ne suis pas en mesure de le faire.

Si le répondant donne plus d'une (1) référence pour un critère, seule la première référence donnée sera vérifiée.

Pour chaque client cité en référence, le répondant doit fournir au minimum le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

On demande également aux répondants d'inclure le titre de la référence. Il incombe au répondant de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle est prête à être citée en référence. Les références du gouvernement du Canada seront acceptées.

Section II : Attestations

Les répondants doivent présenter les attestations et les renseignements complémentaires exigés à la partie 5.

Section III : Renseignements supplémentaires

Annexe B – Base de paiement

Les répondants doivent transmettre avec leurs propositions une copie entièrement remplie de l'annexe B, Base de paiement, qui reflète la composition de leurs équipes. Les répondants doivent indiquer les catégories de main-d'œuvre auxquelles ils auront recours pour l'exécution du travail et les taux horaires

de la main-d'œuvre en question en dollars canadiens. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat de coopération financée seront payés pour le travail futur indiqué dans les autorisations de tâches autorisées, conformément aux catégories de main-d'œuvre et aux taux horaires indiqués à l'annexe B.

Formulaire de présentation de la réponse

Les répondants doivent joindre à leur réponse le formulaire de présentation – Annexe H. Dans ce formulaire commun, les répondants peuvent indiquer certains renseignements exigés, comme le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise – approvisionnement du répondant, etc. L'utilisation du formulaire pour transmettre ces renseignements est facultative, mais recommandée. Si le gouvernement du Canada détermine que les renseignements exigés dans le formulaire de présentation de la réponse sont incomplets ou qu'ils doivent être corrigés, il accordera au répondant la possibilité de les compléter ou de les corriger. Si les renseignements demandés ne sont pas fournis dans le délai imparti, la réponse peut être considérée comme non conforme et sera écartée.

Langue de préférence pour les prochaines communications

Dans le formulaire de présentation de la réponse, chaque répondant doit indiquer dans laquelle des langues officielles du Canada il souhaite recevoir les prochaines communications à l'égard de la présente ISQ et tout au long du processus d'approvisionnement.

Si tous les fournisseurs qualifiés dans le cadre de la présente ISQ choisissent la même langue officielle, le Canada peut décider de rédiger les communications et de mener les prochaines étapes du processus d'approvisionnement avec les fournisseurs qualifiés uniquement dans cette langue officielle.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les réponses seront évaluées selon l'ensemble des exigences de l'ISQ, y compris les critères d'évaluation technique. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection comportent plusieurs étapes, le fait que le Canada passe à une prochaine étape ne signifie pas qu'il a établi de manière probante que le répondant a réussi les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- b) Les réponses seront évaluées par une équipe d'évaluation constituée de représentants du Canada. Les membres des FAC de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement tous à l'ensemble des aspects de l'évaluation.
- c) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a retenu les services de P1 Consulting Inc. La personne responsable de la surveillance de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais elle veillera à ce que le Canada respecte la méthode d'évaluation décrite dans l'ISQ.
- d) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP)

Le PCSP s'applique à ce besoin.

- i) lorsque l'expression « demande de soumissions » est utilisée, la remplacer par « invitation à se qualifier »;
- ii) lorsque le terme « soumission » est utilisé, le remplacer par « réponse »;
- iii) lorsque le terme « soumissionnaire » est utilisé, le remplacer par « répondant ».

4.1.1.1 (2018-07-19) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Sans égard à tout examen effectué par le Canada à la phase I ou II du PCSP, les répondants sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de la cohérence et de l'intégralité de leur soumission, et le Canada n'assume, à la suite de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de relever les erreurs ou omissions dans la soumission ou dans les réponses d'un répondant à toute communication du Canada.

LE RÉPONDANT RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT JUGER QU'UNE RÉPONSE NE SATISFAIT PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE PHASE.

LE RÉPONDANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE, MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS), IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du répondant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa réponse, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa réponse. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même des coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le répondant a indiqués pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le répondant disposera d'un délai indiqué par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter cette échéance, la réponse sera déclarée non recevable.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (CCUA) [2003](#) (08-06-2023) *Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels*, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le répondant doit soumettre sa réponse par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis, ou un REC, envoyé par le Canada au répondant à l'adresse fournie par celui-ci dans la réponse ou après l'envoi de celui-ci est réputé avoir été reçu par le répondant à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les répondants pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 (2018-03-13) Phase I : Soumission financière

Cette phase ne s'applique pas à la présente ISQ.

4.1.1.3 (2018-03-13) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le répondant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou aux exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du PCSP. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au répondant (REC) indiquant les critères obligatoires admissibles auxquels la réponse n'a pas satisfait. Un répondant dont la réponse a été jugée conforme aux exigences examinées à la phase II recevra un REC attestant que sa réponse a été jugée conforme aux exigences de la phase II. Une telle réponse ne permet pas de présenter une réponse au REC.
- (c) Le répondant dispose de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au défaut de satisfaire à tout critère obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront

pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.

- (d) La réponse du répondant doit aborder uniquement les critères obligatoires admissibles précisés dans le REC qui n'ont pas été respectés, et doit comprendre uniquement les renseignements qui sont nécessaires pour les respecter. Les renseignements supplémentaires fournis par le répondant qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par le Canada, sauf lorsque la réponse aux critères obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive dans d'autres parties de la réponse; le répondant doit alors souligner ces modifications.
- (e) La réponse du répondant au REC devrait préciser, dans tous les cas, le critère obligatoire admissible du REC auquel il répond, y compris la section correspondante de la réponse originale, le libellé de la modification proposée à cette section, ainsi que le libellé et l'emplacement dans la réponse de toute autre modification consécutive qui découle nécessairement de cette modification. Pour chaque modification corrélative, le répondant doit inclure une justification expliquant en quoi cette modification corrélative est une conséquence nécessaire de la modification proposée pour répondre au critère d'admissibilité obligatoire. Ce n'est pas au Canada qu'il incombe de réviser la réponse du répondant, et le défaut du répondant de le faire, conformément au présent alinéa, est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Toute modification à la soumission présentée par le répondant d'une façon qui n'est pas permise par la demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente ISQ en réponse au REC remplaceront, en totalité, **uniquement** la partie de la soumission originale comme le permet cette section.
- (g) Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de la phase II et permis par la présente section seront considérés comme inclus dans la réponse, mais ne seront pris en compte par le Canada dans l'évaluation de la réponse à la phase II que pour déterminer si la réponse satisfait aux critères obligatoires admissibles. Ces renseignements supplémentaires ou différents ne seront utilisés à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la réponse originale pourrait obtenir sans cet avantage. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être jugé conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le répondant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la réponse sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le répondant le lieront dans le cadre de sa réponse, mais la note originale du répondant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire d'admissibilité, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la réponse.
- (h) Le Canada déterminera si la réponse est conforme aux exigences évaluées à la phase II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions que le répondant a pu fournir conformément à la présente section. Si la réponse n'est pas conforme aux exigences évaluées à la phase II à la satisfaction du Canada, la réponse sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 (2018-03-13) Étape III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À l'étape III, le Canada procédera à l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences à l'étape II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques.
- (b) Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Le PCSP s'appliquera à toutes les exigences techniques obligatoires. Les critères d'évaluation obligatoires sont décrits dans la pièce Annexe G - jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation technique.

Vérification des références

La vérification des références n'est pas obligatoire. Toutefois, si le Canada décide d'effectuer une vérification des références au sujet d'une des exigences obligatoires, il l'effectuera pour tous les répondants dont la soumission n'a pas, à ce moment-là, été déclarée non recevable. Le Canada avisera chaque répondant au moins 5 jours ouvrables avant de lancer le processus de vérification des références.

Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Le Canada acheminera toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 48 heures aux personnes-ressources citées en référence par les répondants dans leur réponse. La réponse doit être reçue dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'envoi du courriel du Canada, faute de quoi le Canada considérera que le répondant ne satisfait pas aux critères techniques obligatoires (le cas échéant).

Le troisième jour ouvrable après l'envoi de la demande de vérification d'une référence, si le Canada n'a toujours pas reçu de réponse, il en informera le répondant par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'elle doit répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le répondant peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux répondants qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le répondant ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). The Respondent will have 3 working days to submit the name of a new contact. Le répondant disposera de cinq (5) jours ouvrables pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-ressource.

En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le répondant, l'information donnée par la personne citée en référence sera vérifiée.

Un répondant ne respectera pas les critères d'évaluation technique obligatoires (selon le cas) si 1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire ou 2) le client cité en référence n'est pas un client du répondant même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du répondant.) De même, on considérera qu'une exigence obligatoire n'est pas respectée si le client est lui-même une filiale ou une autre entité ayant un lien de dépendance avec le répondant).

4.2 Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une réponse doit :
 - a. satisfaire à l'ensemble des exigences de l'ISQ;
 - b. respecter tous les critères d'évaluation obligatoires.
2. Les réponses qui ne satisfont pas aux points a) et b) seront déclarées irrecevables.
3. Les réponses qui satisfont aux points a) et b) permettront aux répondants de se qualifier et de passer aux prochaines étapes du processus d'approvisionnement.
4. Les répondants qui se qualifient à la suite de la présente ISQ peuvent se faire offrir un contrat de coopération financée.

Les répondants devraient prendre note que l'attribution des contrats de coopération financée est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un fournisseur qualifié a été recommandé pour l'attribution d'un contrat de coopération financée, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat de coopération financée ne sera attribué.

Les répondants non retenus ne pourront pas participer aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement ni être évalués de nouveau à cette fin.

5. Le Canada avisera par écrit chaque répondant de son statut de qualification.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les répondants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour devenir un fournisseur qualifié et avoir la possibilité d'être attribué un contrat pour les contrats de coopération financée.

Les attestations que les répondants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi que le répondant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, pendant la période d'évaluation des soumissions ou toute autre phase subséquente du processus d'approvisionnement ou pendant la durée du contrat de coopération financée.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du répondant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou l'entrepreneur sera déclaré en situation de manquement en vertu du contrat de coopération financée.

5.1 Attestations exigées avec la réponse

Les répondants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur réponse.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les répondants doivent présenter avec leur soumission, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html), afin que leur soumission ne soit rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à devenir un fournisseur qualifié ou l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la réponse mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou l'un de ces renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis comme demandé, l'autorité contractante informera le répondant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la réponse sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), le répondant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de réponse

En présentant une réponse, le répondant atteste que le répondant, et tout membre de la coentreprise si le répondant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « répondants à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une réponse non recevable si le répondant, ou tout membre de la coentreprise si le répondant est une coentreprise, figure dans la liste des « répondants à admissibilité limitée du PCF » au moment de devenir un fournisseur qualifié ou l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Exigence de confidentialité

Les fournisseurs qualifiés doivent remplir l'annexe D (Entente de non-divulgence) avant d'obtenir un contrat de coopération financé et d'y participer. L'entente de non-divulgence n'est obligatoire que pour les fournisseurs qualifiés qui participent à la phase du contrat de coopération financée. Toutefois, les répondants à l'ISQ sont encouragés à soumettre l'entente avec leur réponse à l'ISQ et à la renvoyer au Canada.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité – ISQ

- a) l'ISQ ne comporte aucune exigence en matière de sécurité; et,
- b) les répondants n'ont pas besoin d'une habilitation de sécurité afin de devenir un fournisseur qualifié; cependant,
- c) Le contrat de coopération financée attribué à la suite de l'ISQ comprend des exigences relatives à la sécurité. Les fournisseurs qualifiés souhaitant obtenir un tel contrat doivent notamment détenir la cote de sécurité appropriée au moment de l'attribution du contrat;
- d) il existe également des exigences en matière de sécurité associées à la DP subséquente et de tout énoncé subséquent post-DP des contrats;
- e) aux fins d'information, les fournisseurs sont informés par la présente que les délais d'obtention d'une attestation de sécurité peuvent être longs et dépendent du niveau de sécurité requis. Les fournisseurs sont seuls responsables de l'obtention de cette cote. Les fournisseurs qui ne détiennent pas actuellement les cotes de sécurité du personnel et les cotes de sécurité de l'organisation auprès du gouvernement fédéral canadien ou de leur propre programme de sécurité industrielle national ou les fournisseurs qui ne satisfont pas aux exigences relatives à sécurité décrites à l'annexe C devraient entreprendre le plus rapidement possible le processus d'obtention des cotes de sécurité en visitant le Programme de sécurité des contrats de SPAC sur son site Web (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Exigences relatives à la sécurité – Contrat de coopération financée suivant l'ISQ

- 1. **Au moment de l'attribution du contrat de coopération financée**, les fournisseurs doivent respecter les conditions suivantes s'ils espèrent obtenir un tel contrat :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme indiqué à la Partie 7– Clauses du contrat subséquent;
 - c) le contrat de coopération financée attribué à la suite de l'ISQ comprend des exigences relatives à sécurité. Les fournisseurs qualifiés souhaitant obtenir un tel contrat doivent notamment détenir la cote de sécurité appropriée au moment de l'attribution du contrat;
 - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, comme indiqué à la Partie 3 – section IV Renseignements supplémentaires.
- 2. Nous rappelons aux répondants qu'ils doivent rapidement entamer le processus d'obtention des cotes de sécurité requises, car aucun retard ne sera toléré dans l'attribution des contrats de coopération financée pour permettre aux fournisseurs qualifiés de les obtenir.

3. Les fournisseurs sont invités à consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de SPAC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

Cette exigence relative à la sécurité contient une exigence sur la participation, le contrôle et l'influence de l'étranger (PCIE). Les fournisseurs qualifiés étant soumis à une évaluation de PCIE seront contactés par courrier électronique par le bureau d'évaluation de PCIE. Ils devront fournir les renseignements demandés par le bureau d'évaluation de PCIE dans les meilleurs délais. À défaut de fournir les renseignements demandés dans un délai de trente (30) jours civils ou dans les délais autrement précisés, les fournisseurs pourraient se voir refuser l'attribution d'un contrat de coopération financée.

Les fournisseurs qualifiés qui ne satisfont pas à ces exigences relatives à sécurité au moment de l'attribution du contrat de coopération financée ne se verront pas attribuer de contrat pour cette phase, mais seront autorisés à participer à la demande de propositions.

6.2.1 Demande de permis de visite (DPV)

Les exigences relatives à sécurité propres aux différentes tâches accomplies dans le cadre du contrat de coopération financée seront précisées dans chaque demande d'autorisation de tâches (AT). Si l'entrepreneur de coopération financée doit visiter les établissements du MDN dans le cadre de travaux contenus dans l'AT, il est de sa responsabilité de faire approuver une demande de permis de visite (DPV) avant le début des travaux.

Les DPV peuvent être obtenues en communiquant avec l'officier de la sûreté de la base (O Sûr B) ou le surveillant de la sécurité de l'unité (SSU) désigné. Les coordonnées du personnel de sécurité de la base peuvent être obtenues auprès du responsable technique.

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

1. Étant donné que le contrat subséquent peut exiger la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par [Loi sur la production de défense](#), L.R., 1985, ch. D-1, les répondants sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera **des précisions sur la façon de s'inscrire** au PMC à l'adresse [Programme des marchandises contrôlées](#) et l'inscription se fait comme suit :

- a. Lorsque l'invitation à se qualifier comporte des informations relatives aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le répondant doit être inscrit ou exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir l'invitation à se qualifier. Les demandes visant à obtenir des dossiers de documents techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans l'invitation à se qualifier et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du répondant et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
- b. Lorsque l'invitation à se qualifier ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées, le répondant retenu et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.

-
- c. Lorsque le répondant retenu et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, le répondant retenu et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que le répondant retenu ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le répondant retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si le répondant retenu ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le répondant retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat subséquent, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

2. Les répondants sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes pourront causer d'importants retards et/ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT (COOPÉRATION FINANCÉE)

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de l'ISQ et en font partie intégrante. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat pour la coopération financée deviendront des entrepreneurs de coopération financée aux fins dudit contrat.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur de coopération financée doit effectuer les travaux conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe A.

Client : En vertu du contrat, le « **client** » est le ministère de la Défense nationale, mais le Canada se réserve le droit de modifier le contrat afin d'y inclure d'autres ministères, au besoin.

Réorganisation du client : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur de coopération financée (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plus d'une entité dont la mission s'apparente à celle du client à l'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.

Termes définis : Les termes et les expressions employés dans le contrat ont le sens qui leur est attribué dans les « Conditions générales » et les « Conditions générales supplémentaires ».

7.1.2 Autorisation de tâches

Processus d'autorisation de tâches

a) Autorisations de tâches sur demande : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une AT. Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat de coopération financée. L'entrepreneur de coopération financée ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une AT approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur de coopération financée convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette AT approuvée est effectuée à ses propres risques.

b) Attribution des autorisations de tâches : S'il n'y a qu'un seul fournisseur qualifié à l'issue de l'ISQ, sa proposition sera recommandée pour l'attribution d'un contrat de coopération financée. Dans le cas d'une attribution de contrat unique, ce contrat pourrait se voir attribuer 100 % du financement. S'il y a plus d'un fournisseur qualifié à l'issue de l'ISQ, chaque fournisseur qualifié sera recommandé pour l'attribution d'un contrat de coopération financée. En cas d'attribution de plusieurs contrats de coopération financée, le financement prévu sera divisé à parts égales entre ces contrats. Si le financement escompté augmente, il sera réparti de manière égale entre tous les fournisseurs qualifiés titulaires d'un contrat de coopération financée. Si un ou plusieurs contrats de coopération financée sont résiliés, le Canada se réserve le droit d'allouer 100 % du financement aux autres entrepreneurs de coopération financée. Par conséquent, l'attribution des AT dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :

- I. Au moment où la série de contrats de coopération financée a été attribuée, chaque entrepreneur de coopération financée a reçu un montant de financement précisé dans la clause intitulée « Limitation des dépenses », selon le processus d'évaluation décrit dans l'ISQ qui a mené à l'attribution de cette série de contrats.

-
- II. Lorsqu'une AT est émise, l'autorité contractante émet le même projet d'AT comprenant la même portée des travaux à chaque entrepreneur de coopération financée. Ce processus se répétera pour chaque nouvelle série d'AT émise par le Canada.
- III. L'entrepreneur de coopération financée qui a reçu un projet d'AT disposera du délai établi dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre à l'autorité contractante.
- IV. Si l'entrepreneur de coopération financée qui a reçu en premier le projet d'AT ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse d'exécuter la tâche, il ne recevra pas d'AT pour la portée des travaux en question. Cela n'empêche pas le l'entrepreneur de coopération financée de recevoir ou de se voir attribuer de futurs travaux d'AT, conformément à l'alinéa 2 ci-dessus.
- V. Si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, le Canada demandera à l'entrepreneur de coopération financée de proposer d'autres ressources, et celui-ci disposera du délai précisé dans le paragraphe « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre à cette demande. Si l'entrepreneur de coopération financée ne répond pas dans le délai prévu, ou si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, l'entrepreneur de coopération financée ne recevra pas d'AT pour la portée des travaux en question.
- VI. Si l'entrepreneur de coopération financée refuse une AT ou ne présente pas de réponse valide, la valeur en dollars de l'AT pourra être soustraite de la valeur du contrat de l'entrepreneur, et pourra être réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à un ou à plusieurs entrepreneurs de coopération financée.
- VII. Le processus d'envoi du projet d'AT se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche pour la portée des travaux en question ou que l'AT soit attribuée à un ou à plusieurs entrepreneurs de coopération financée. Si la totalité des entrepreneurs de coopération financée ne peuvent ou ne veulent pas répondre à l'une des exigences de l'AT, le Canada vérifiera d'abord la raison pour laquelle les entrepreneurs de coopération financée refusent de répondre avant de prendre d'autres mesures, qui pourraient comprendre d'évaluer la possibilité pour des tiers d'assumer le travail associé à l'exigence de l'AT.
- VIII. Un entrepreneur de coopération financée peut informer, par écrit, le responsable des achats et l'autorité contractante qu'il ne sera pas en mesure d'exécuter des tâches supplémentaires en raison d'engagements précédents découlant d'une ou de plusieurs AT, et aucun projet d'AT ne lui sera alors envoyé jusqu'à ce qu'il avise, par écrit, le responsable des achats et l'autorité contractante qu'il est prêt à exécuter de nouvelles tâches.
- IX. **Offres déraisonnablement élevées ou basses :** Pour chaque AT, lorsque toutes les réponses auront été reçues, le Canada déterminera le prix moyen proposé pour l'AT en divisant la somme de toutes les réponses de l'AT par le nombre de réponses reçues. En ce qui concerne les contrats de coopération financée, si l'offre d'un entrepreneur de coopération financée, qui serait autrement jugé conforme, s'avère inférieure de plus de 20 % au prix moyen proposé, l'offre sera jugée déraisonnablement basse et sera exclue du calcul servant à déterminer les offres déraisonnablement élevées. Le prix moyen proposé est alors recalculé en excluant les offres déraisonnablement basses. Les entrepreneurs de coopération financée qui proposent une offre déraisonnablement basse pour une AT (d'une portée des travaux précise) seront toujours admissibles à recevoir une AT distincte.

Prenons l'exemple d'une AT pour laquelle 5 réponses ont été reçues :

Réponses	Prix proposés
Réponse n° 1	50 \$
Réponse n° 2	100 \$
Réponse n° 3	105 \$
Réponse n° 4	120 \$
Réponse n° 5	<u>150 \$</u>
TOTAL	525 \$
Prix moyen (total/nombre de réponses reçues)	525 \$/5 = 105 \$

La formule suivante sera utilisée afin de calculer quelles offres sont inférieures de plus de 20 % au prix moyen proposé : $[(\text{prix proposé} - \text{prix moyen})/\text{prix moyen}]$.

Par conséquent, la différence en pourcentage entre les prix proposés qui sont inférieurs au prix moyen est calculée comme suit :

Réponse n° 1 : $[(50 \$ - 105 \$)/105 \$] = -52 \%$

Réponse n° 2 : $[(100 \$ - 103 \$)/103 \$] = -5 \%$

La réponse n° 1 est considérée comme étant déraisonnablement **basse** et sera retirée pour recalculer le prix moyen afin de déterminer si des offres sont déraisonnablement **élevées**.

Par conséquent, le prix moyen serait recalculé comme suit : $[(100 \$ + 105 \$ + 120 \$ + 150 \$)/4] =$
118,75 \$.

En ce qui concerne la présente coopération financée, l'offre des entrepreneurs de coopération financée en réponse à l'AT sera jugée déraisonnablement élevée si le prix proposé est supérieur de plus de 20 % au prix moyen proposé. Un entrepreneur offrant un tel prix, qui serait autrement conforme, se verrait tout de même proposer une AT, mais celle-ci aurait une limitation des dépenses ne surpassant pas le point de référence de 20 % au-dessus du prix moyen proposé. Puisqu'il s'agira de la limite des dépenses pour l'AT, les entrepreneurs de coopération financée ne seront pas remboursés pour les coûts dépassant cette limite. Les entrepreneurs de coopération financée seront autorisés à poursuivre l'exécution des travaux indiqués dans l'AT, mais tous les coûts encourus par l'entrepreneur au-delà de la limitation des dépenses ne seront pas remboursés par le Canada, car ils seront considérés comme un investissement de l'entrepreneur dans la réussite de l'ITI C2.

Continuing with the example above, an unreasonably **high** quote is one that is 20% higher than the average quoted price, which was recalculated above to be **\$118.75**. In order to calculate which quotes are more than 20% higher than the average quoted price, the following formula must be used: $[(\text{Quoted Price} - \text{Average Price}) / \text{Average Price}]$.

Therefore, the % difference between the quoted prices that are above the average price are calculated as follows:

Response 4: $[(\$120-\$118.75)/\$118.75] = 3\%$

Response 5: $[(\$150-\$118.75)/\$118.75] = 26\%$

Le prix proposé par la réponse n° 5 est 26 % plus élevé. Ainsi, l'entrepreneur de coopération financée sera remboursé à un prix égal au prix moyen de 118,75 \$ plus 20 %, soit 142,50 \$ (118,75 \$ x 1,20). Par conséquent, la différence de 7,50 \$ dépasse la limite des dépenses et ne sera pas remboursée par le Canada, car elle est considérée comme un investissement de la part de l'entrepreneur de coopération financée.

Les entrepreneurs de coopération financée peuvent être informés de la portée de chaque AT à venir avant l'approbation de la première AT ou peu après.

Le Canada se réserve le droit d'augmenter la limitation des dépenses des contrats de coopération financée à tout moment pendant la durée du contrat.

c) Limite d'autorisation de tâches

Le responsable des achats peut approuver des AT individuelles d'une valeur maximale de **250 000 \$** (taxes applicables comprises), ce qui comprend toutes les modifications.

Une autorisation de tâche qui dépasserait cette limite doit être autorisée par le responsable des achats et l'autorité contractante avant d'être émise.

d) Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada à l'égard de l'entrepreneur de coopération financée en vertu du contrat pour toutes les AT, révisions comprises, ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur de coopération financée doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (a) lorsque 75 % de la somme est engagée;
 - (b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
 - (c) dès qu'il juge que la somme est insuffisante pour achever les travaux requis dans toutes les AT approuvées, y compris toute révision, la première de ces deux éventualités prévalant.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur de coopération financée doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur de coopération financée n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard

(e) Formulaire et contenu de l'ébauche de l'autorisation de tâches

- I. Le responsable des achats fournira à l'entrepreneur de coopération financée une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation de tâches qui figure à l'annexe E.
- II. Le projet d'autorisation de tâches comprendra les détails des activités à réaliser, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des principales activités ou les dates de présentation des produits livrables. Il comprendra aussi les bases et les modalités de paiement prévues au contrat de coopération financée.

III. Un projet d'AT doit également contenir les renseignements suivants, s'il y a lieu :

- a) le numéro du contrat;
- b) le numéro de tâche;
- c) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur de coopération financée doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
- d) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
- e) une description des travaux associés à la tâche, portant sur les activités à réaliser ou indiquant les produits livrables (comme des rapports);
- f) les dates de commencement et d'achèvement;
- g) toute option de report de la date de fin prévu initialement (le cas échéant);
- h) les dates jalons pour les produits livrables et les paiements (le cas échéant);
- i) le nombre de jours-personnes requis;
- j) une note à savoir si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
- k) le profil linguistique des ressources requises;
- l) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les ressources;
- m) le prix payable à l'entrepreneur de coopération financée pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix forfaitaire ou du prix maximum de l'AT (et dans le cas du prix maximum, l'AT doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, correspondant aux heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur de coopération financée justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
- n) le mode de paiement demandé.
- o) le numéro de dossier et le numéro de série du contrat de SPAC, tel qu'ils figurent à la page 1 du présent contrat;
- p) toute autre contrainte pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la tâche.

(f) FE Contractor's Response to Draft Task Authorization

L'entrepreneur de coopération financée doit remettre au responsable des achats, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du projet d'AT, le prix total qu'il propose pour réaliser la tâche ainsi qu'une ventilation de ce prix, établie en fonction de l'annexe B – Base de paiement stipulée au contrat, ainsi que ses ressources proposées correspondantes. La proposition de prix de l'entrepreneur de coopération financée doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur de coopération financée ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'AT.

(g) Limite des autorisations de tâches et pouvoirs relatifs à l'attribution d'une autorisation de tâches

Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit porter les signatures suivantes :

i. toute AT ayant une valeur, l'AT doit être signé par :

- A. le responsable des approvisionnements;
- B. the FE Contractor; and
- C. l'autorité contractante.

Toute AT qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur de coopération financée sans que celui-ci ait reçu une AT officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur de coopération

financée doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises.

(h) Processus d'administration des autorisations de tâches pour le MDN

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par DASÉ 6-4 – équipe 4.

(i) Ressources préapprouvées

L'entrepreneur de coopération financée doit :

- i. s'assurer que les ressources énumérées dans la liste pour effectuer les travaux prévus dans le présent contrat ou des remplaçants acceptables demeurent disponibles en nombre suffisant pour effectuer les travaux exigés dans les AT qui seront émises conformément au contrat de coopération financée. Il doit aussi s'assurer que ces personnes conservent les compétences professionnelles et le niveau de sécurité associés aux catégories de ressources correspondantes décrites dans la réponse à l'ISQ pour lesquelles elles sont disponibles;
- ii. éviter les retards associés aux exigences relatives à sécurité du contrat en demandant au Canada, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et en tout temps pendant la durée du contrat, d'évaluer les ressources supplémentaires et de vérifier leur cote de sécurité, et ce, en fonction du nombre de ressources indiqué pour chaque catégorie de ressources mentionnée à l'annexe B – Base de paiement. Chaque ressource doit posséder les qualifications minimales appropriées pour la catégorie de ressources pour laquelle elle est disponible, et satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans le contrat. Si les ressources sont acceptées par le Canada, le nom de chacune de ces ressources sera ajouté au contrat de coopération financée.

Il n'y a pas de limite quant au nombre de ressources que l'entrepreneur de coopération financée peut présenter aux fins d'évaluation, et il peut le faire en tout temps. Toutefois, la présentation de remplaçants n'élimine pas l'obligation pour l'entrepreneur de coopération financée d'indiquer, pour une tâche donnée, les ressources qu'il a convenu de fournir au Canada en réponse à une AT valide ou conformément à toute autre condition prévue dans le contrat.

(j) Regroupement d'AT à des fins administratives : Le contrat peut être modifié de temps à autre afin de refléter l'ensemble des AT valides attribuées à ce jour et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces AT à des fins administratives.

7.1.2.1 Rapports d'utilisation périodiques – contrats comportant des autorisations de tâches

L'entrepreneur de coopération financée doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'AT approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur de coopération financée doit présenter ces données conformément aux exigences relatives à la production de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur de coopération financée doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport – Explications

Pour chaque contrat comportant un processus d'autorisation de tâches, on doit conserver un relevé détaillé et à jour de toutes les autorisations de tâches. Ce dossier doit contenir :

Pour chaque tâche autorisée :

- i. le numéro de l'autorisation de tâches ou le numéro de la modification à l'autorisation de tâches;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- iv. le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour chaque tâche autorisée;
- v. la date de commencement et la date d'achèvement de chaque tâche autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque tâche autorisée, le cas échéant.

Pour toutes les tâches autorisées :

- i. le montant (taxes applicables en sus) indiqué dans le contrat de coopération financée (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur de coopération financée pour toutes les autorisations de tâches approuvées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2035](#) (2022-12-01), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[4007](#) (2022-12-01), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

L'entrepreneur de coopération financée doit déclarer tout contenu de propriété intellectuelle relative à toute information transmise au Canada. Ce qui inclut, sans s'y limiter, la documentation, les plans, les concepts, les idées et les recommandations présentés verbalement, par écrit ou par voie numérique. Toute information non déclarée sera considérée comme non exclusive.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

**EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN :
DOSSIER TPSGC No W8474-18IT01**

1. Le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau SECRET, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Le présent contrat englobe l'accès aux marchandises contrôlées. Avant d'obtenir cet accès, le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit être inscrit au Programme des marchandises contrôlées de TPSGC.
3. Les membres du personnel du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée qui doivent avoir accès à des renseignements PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
4. Les membres du personnel du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée qui doivent avoir accès à des renseignements CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
5. Les membres du personnel du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée qui doivent avoir accès à des renseignements étrangers CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
6. Les membres du personnel du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN SANS CLASSIFICATION n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité du personnel; toutefois, le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur doit s'assurer que des tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN SANS CLASSIFICATION et que le principe du « besoin de savoir » sera appliqué.
7. Les membres du personnel du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de l'OTAN portant la mention DIFFUSION RESTREINTE doivent être citoyens d'un pays membre de l'OTAN ou un résident permanent du Canada et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau requis de fiabilité, ou son équivalent, délivré ou approuvé par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
8. Le traitement électronique de renseignements CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS dans l'établissement du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée n'est pas autorisé dans le cadre du présent contrat ou de la présente offre à commandes.
9. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
10. Le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit présenter une trousse complète de PCIE, y compris la documentation connexe, comme il est exigé dans les lignes directrices et le questionnaire relatifs à la PCIE, d'ici la date limite indiquée dans le courriel envoyé par le bureau de la PCIE.

11. Avant d'avoir accès à des renseignements ou à des biens d'autres pays, le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit disposer d'une lettre de décision, qui se rapporte au présent contrat, qui expire à la fin dudit contrat ou des périodes de prolongation, et qui est émise par le bureau de la PCIE pour indiquer les résultats de l'évaluation de la PCIE.
12. Si la lettre de décision « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » demande de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, celles-ci doivent être mises en œuvre et approuvées par le bureau de la PCIE avant que le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée, ou son personnel, ait accès à des renseignements ou à des biens d'autres pays ou de l'OTAN. Ces mesures d'atténuation doivent rester en place pendant toute la durée du contrat, y compris les périodes de prolongation, le cas échéant.
13. Le FSI se réserve le droit de suspendre l'attestation de sécurité de l'organisation du répondant retenu ou de l'entrepreneur de coopération financée si le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur est visé par une décision « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » et qu'il décide de ne pas mettre en œuvre les mesures d'atténuation requises.
14. Le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit maintenir son statut PCIE « Sans PCIE » ou « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » pendant toute la durée du contrat, y compris les périodes de prolongation, le cas échéant.
15. Le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit immédiatement fournir au bureau de la PCIE la documentation relative à tout changement apporté à la structure organisationnelle ou de propriété de l'organisation et à toute augmentation des revenus étrangers ou de la dette extérieure par rapport à ce qui a été déclaré au bureau de la PCIE dans l'évaluation initiale de la PCIE. Le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée fera l'objet d'une nouvelle évaluation de la PCIE en fonction de ces nouveaux renseignements dans le but de décider à nouveau du statut PCIE du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur.
16. Si l'entrepreneur de coopération financée ou le fournisseur qualifié reçoit une lettre de décision « Avec PCIE » ne pouvant pas comprendre de mesures d'atténuation, il ne sera pas en mesure d'obtenir les attestations de sécurité requises, d'obtenir et de maintenir une attestation de sécurité d'installation et les attestations de sécurité du personnel auprès du FSI. Par conséquent, il ne satisfera plus aux exigences relatives à la sécurité du contrat.
17. Le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur de coopération financée doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C; et
 - b) du Manuel de la sécurité des contrats (dernière édition).

VEUILLEZ NOTER: Il y a des niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Classification de sécurité doit être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces contrôles de sécurité. Le Guide de Classification de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

VEUILLEZ NOTER: Il y a des niveaux multiples de restrictions relatives à la diffusion associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de sécurité devrait être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces restrictions. Le Guide de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

VEUILLEZ NOTER: Puisque l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne sont pas membre de l'OTAN, aucun renseignement OTAN ne sera diffusé aux Australiens, ni aux Néo-Zélandais sans avoir obtenu la permission du PSC, TPSGC.

**EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS ÉTRANGERS :
No DE DOSSIER DE PSPC : W8474-18IT01**

1. Tous les renseignements et les biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS au CANADA fournis au destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée), ou produits par celui-ci, doivent être protégés comme suit :
2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin {du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance}, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ fournis ou produits en vertu {du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance} continueront d'être protégés, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de {nom du pays}.
3. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) doit assurer une protection des renseignements et des biens de niveau PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS au CANADA aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leurs pays.
4. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) devra attribuer à tous les renseignements et biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS au CANADA qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada en vertu du présent contrat de coopération financée, la cote de sécurité équivalente utilisée par son pays, et ce, conformément aux politiques nationales en vigueur dans ce pays.
5. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) doit, en tout temps, durant l'exécution du contrat, veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS au CANADA soit effectué conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de {nom du pays} et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé par leurs pays et le Canada.
6. À la fin des travaux, le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) devra restituer au gouvernement du Canada, par l'intermédiaire des circuits officiels, tous les renseignements et les biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS au CANADA qu'il aura reçu ou produit en vertu du présent contrat, y compris tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ remis à ses sous-traitants ou produits par eux sauf autrement autorisé au préalable écrite par l'ADS du Canada.

Les Canadiens qui examinent, possèdent ou transfèrent des marchandises contrôlées (*voir la remarque) qui sont soumises à un contrôle domestique par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) dans le cadre de marchés ou de marchés de sous-traitance doivent s'inscrire auprès du Programme des marchandises contrôlées (PMC) de SPAC avant d'avoir accès aux marchandises contrôlées, sauf s'ils sont exemptés de l'inscription auprès du PMC en vertu du Règlement sur les marchandises contrôlées.

Pendant toute la durée du présent contrat et du présent contrat de sous-traitance, l'entrepreneur et le sous-traitant étrangers destinataires doivent se conformer à leurs politiques nationales respectives concernant l'examen, la possession ou le transfert des marchandises contrôlées et doivent immédiatement signaler à leur autorité nationale de sécurité (ANS) responsable tous les cas dans lesquels ils savent ou ont lieu de croire que des marchandises contrôlées fournies ou produites aux termes de ce contrat et de ce contrat de sous-traitance ont été perdues ou divulguées à des personnes non autorisées (entités non inscrites auprès du PMC ou entités non exemptées de l'inscription auprès du PMC), notamment à une entité tierce, qu'il s'agisse d'un

gouvernement, d'un individu d'une entreprise ou de ses représentants. La perte ou la compromission de marchandises contrôlées lors de leur traitement à l'extérieur du Canada devrait être signalée immédiatement, conformément aux exigences de la Directive sur les marchandises contrôlées et de la Directive sur la gestion du matériel du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et à l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées, par exemple le ministère canadien qui a émis les marchandises contrôlées au destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée), dans le cadre de son contrat ou du contrat de sous-traitance. De plus, si des marchandises contrôlées sont perdues ou divulguées à des personnes non autorisées qui sont assujetties à l'International Traffic in Arms Regulations des États-Unis, l'ANS ou l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées devra signaler la situation à l'exportateur américain ou au Directorate of Defense Trade Controls (DDTC) du département d'État des États-Unis de l'Amérique.

* Remarque : Les marchandises contrôlées sont des marchandises, y compris les composants et les technologies connexes (p. ex. les plans, les spécifications techniques, etc.), qui revêtent une importance militaire ou pour la sécurité nationale, y compris les « articles de défense » qui sont régis par l'International Traffic in Arms Regulations des États-Unis. La Liste des marchandises contrôlées figurant à l'Annexe de la Loi sur la production de défense (article 35) détaille les marchandises contrôlées particulières qui font l'objet d'un contrôle interne par SPAC.

7. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) doit identifier l'agent de sécurité d'entreprise (ASE) autorisé qui sera responsable du contrôle des exigences relatives à sécurité, comme définies dans le présent contrat. Cette personne sera désignée par le directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise du destinataire étranger proposé (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée). Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.
8. Ces renseignements et ces biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS au CANADA ne doivent être communiqués qu'au personnel employés par le destinataire étranger dans le cadre du contrat qui en ont besoin pour exécuter le contrat. Ces membres du personnel doivent être des citoyens du CANADA, DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DE L'AUTRALIE, DE LA NOUVELLE ZÉLANDE, exigée, délivrée ou approuvée par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leur pays respectif, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de {nom du pays}.
9. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) ne peut avoir accès aux renseignements et aux biens de niveau NATO DIFFUSION RESTREINTE, sans avoir au préalable consulté leur administration nationale de la sécurité ou leur administration désignée en matière de sécurité respective, au sujet des mesures de protection qu'il convient de prendre conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.
10. Les membres du personnel du destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) qui doivent avoir accès à des renseignements et des biens OTAN SANS CLASSIFICATION ne sont pas tenus de détenir une attestation de sécurité du personnel délivrée par son autorité nationale de sécurité ou son autorité de sécurité désignée. Toutefois, le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) doit s'assurer que des tiers n'auront pas accès aux renseignements et aux biens OTAN SANS CLASSIFICATION et que le principe du « besoin de savoir » sera appliqué. Aux fins de cette disposition, le principe du « besoin de savoir » signifie que l'ANS ou que l'ADS a établi hors de tout doute qu'un éventuel destinataire de renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN

doit avoir accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN, en avoir connaissance ou les posséder afin d'exécuter les services et les tâches requises en vertu du contrat. Les contrats comportant des exigences relatives aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite de l'ADS du Canada.

11. Tant que l'autorité nationale de sécurité (ANS) ou l'autorité de sécurité désignée (ASD) du destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) responsable de la sécurité industrielle de son pays n'a pas transmis à l'ASD du Canada les attestations écrites exigées pour les membres du personnel du destinataire étranger, lesquelles indiquent qu'ils sont membres de l'OTAN et qu'ils ont un « besoin de savoir », les membres du personnel du destinataire étranger N'ONT PAS ACCÈS aux renseignements et aux biens OTAN SANS CLASSIFICATION ou OTAN DIFFUSION RESTREINTE et N'ONT PAS ACCÈS aux emplacements du gouvernement du Canada ou du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée où ces renseignements et ces biens sont conservés, sans être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du gouvernement du Canada ou du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée détenant une attestation de sécurité du personnel adéquate du niveau requis.
12. Tant que l'ANS ou l'ASD du destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) responsable de la sécurité industrielle de son pays n'a pas transmis à l'ASD du Canada les attestations écrites exigées pour les membres du personnel du destinataire étranger, lesquelles indiquent qu'ils sont membres de l'OTAN et qu'ils ont un « besoin de savoir », les membres du personnel du destinataire étranger N'ONT PAS ACCÈS aux renseignements et aux biens OTAN SANS CLASSIFICATION ou OTAN DIFFUSION RESTREINTE et N'ONT PAS ACCÈS aux emplacements du gouvernement du Canada ou du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée où ces renseignements et ces biens sont conservés, sans être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du gouvernement du Canada ou du fournisseur qualifié ou de l'entrepreneur de coopération financée détenant une attestation de sécurité du personnel adéquate du niveau requis.
13. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays / ADS canadienne.
14. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) n'utilisera pas les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.
15. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du présent contrat doit soumettre pour approbation une demande de visite à l'ANS du Canada ou son ASD.
16. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) doit signaler immédiatement à l'ASD du Canada tous les cas connus ou soupçonnés où les renseignements et les biens CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ obtenus dans le cadre du présent contrat ont été compromis.
17. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) devra signaler immédiatement à son ASD ou à son ANS respective tous les cas pour lesquels il sait ou a lieu de croire que des renseignements ou des biens de niveau PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ au CANADA qu'il a fournis ou produits conformément au présent contrat ont été perdus ou remis à des personnes non autorisées.

18. Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) ne doit pas divulguer les renseignements et les biens CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire / ADS du Canada.

Le destinataire étranger (fournisseur qualifié ou entrepreneur de coopération financée) doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à sécurité figurant à l'annexe C.

7.3.2 Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

L'entrepreneur de coopération financée doit maintenir avec diligence des renseignements à jour sur ses emplacements et locaux ou les emplacements et locaux des personnes proposées pour lesquels des mesures de protection sont requises pour l'exécution des travaux, situés aux adresses suivantes : ([à remplir après l'attribution du contrat](#))

Numéro civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'intermédiaire du [Programme de sécurité des contrats](#), que l'entrepreneur de coopération financée et les personnes proposées détiennent une attestation de sécurité valide au niveau requis.

7.4 Exigence de confidentialité

L'entrepreneur de coopération financée reconnaît et comprend que le contrat contient des renseignements de nature délicate qui doivent être conservés à titre confidentiel, sans divulgation, sauf pour les personnes qui ont besoin d'en prendre connaissance dans le seul but d'exécuter le contrat. En acceptant le présent contrat, l'entrepreneur de coopération financée atteste qu'il ne communiquera d'aucune façon l'existence de ce contrat, son contenu ou tout renseignement connexe à quiconque, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement du Canada, à l'exception des représentants de l'autorité contractante, du responsable technique ou du responsable de l'approvisionnement du gouvernement du Canada, de ses employés qui ont besoin d'en prendre connaissance, ou des personnes qui ont convenu par écrit de respecter les mêmes restrictions en matière d'utilisation et de divulgation des renseignements énoncées dans le présent contrat et qui sont également détentrices d'une attestation de sécurité de la Direction de la sécurité industrielle canadienne ou d'une inscription au Programme des marchandises contrôlées. L'entrepreneur de coopération financée atteste en outre qu'il a mis en place et maintiendra toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles qui sont énoncées dans toute instruction écrite ou orale émise par le Canada, pour protéger ces renseignements. Le non-respect de cet accord de non-divulgence constitue un manquement aux conditions générales. Un tel manquement peut faire l'objet de poursuites en justice conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs du Canada, au Code de conduite pour l'approvisionnement ou aux autres politiques applicables.

En plus de ce qui précède, l'entrepreneur de coopération financée doit exécuter et faire respecter les ententes de non-divulgence indiquées à l'annexe D – Ententes de non-divulgence.

7.5 Durée du contrat

7.5.1 Période du contrat

La période du contrat est de 1 an à partir de la date d'attribution du contrat.

7.5.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur de coopération financée accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur de coopération financée accepte que, durant la prolongation du contrat, il soit payé conformément aux dispositions applicables établies dans la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur de coopération financée avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.6 Responsables

7.6.1 Autorité contractante

Les autorités contractante pour le contrat sont:

Nom: Aaron Abela
Titre: Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
La Direction générale des approvisionnements – La sécurité de l'information et la
Division de la guerre électronique
Adresse: Place du Portage, Phase III, 8C2
Gatineau, Québec, Canada. K1A 0S5
Téléphone : 416-262-6212
Adresse de courriel : Aaron.abela@pwgsc-tpsgc.gc.ca

7.6.2 Autorité technique

Le responsable technique pour le contrat est : [Information sera inséré au moment de l'attribution du contrat.]

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse de courriel : _____

En l'absence de cette personne, l'autorité technique est la suivante :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse de courriel : _____

L'autorité technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements

peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.6.3 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est : *[Remarque : les renseignements seront ajoutés à l'attribution du contrat.]*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre des outils et des processus exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur de coopération financée peut discuter de questions administratives relevées dans le contrat avec le responsable de l'approvisionnement; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.6.4 Coopération financée Représentant de l'entrepreneur : *[à remplir par le répondant]*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse de courriel : _____

7.7 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires :

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur de coopération financée a accepté que ces renseignements soient publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.8 Utilisateurs autorisés

Utilisateurs fédéraux désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à demander des autorisations de tâches dans le cadre du contrat sont le ministère de la Défense nationale.

7.9 Paiement

7.9.1 Base de paiement: Autorisations des tâches individuelles

L'entrepreneur de coopération financée sera payé pour les travaux décrits dans l'AT autorisée, conformément à la Base de paiement à l'annexe B.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur de coopération financée en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser le montant indiqué dans cette AT. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

1. Les *bases de paiement* jointes à l'**annexe « B »** doivent être utilisées pour fixer le prix de toutes les tâches à réaliser dans le cadre de ce contrat.
2. Selon le type d'AT, une des modalités de paiement suivantes fera partie de chaque document d'AT.

a) Dans le cas d'une AT à prix ferme : À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre de l'AT, l'entrepreneur de coopération financée sera payé le prix ferme stipulé dans le document d'AT applicable, lequel est calculé conformément à l'annexe B.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(b) Dans le cas d'une AT assujettie à un prix plafond : L'entrepreneur de coopération financée sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux dans le cadre de l'AT, jusqu'à concurrence du prix plafond spécifié dans le document d'AT, lequel sera établi en fonction des taux et des autres dispositions présentés à l'**annexe « B »**.

Le prix plafond est assujetti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés à juste titre dans l'exécution des travaux, calculés conformément à la base de paiement précisée dans le document d'AT.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(c) Dans le cas d'une AT assujettie à une limitation des dépenses : L'entrepreneur de coopération financée sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux dans le cadre de l'AT, conformément à la base de paiement spécifié dans le document d'AT applicable, lequel doit être établi en fonction des taux et des autres dispositions présentés à l'**annexe B**.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur de coopération financée ne sera pas obligé d'effectuer des travaux ou de fournir des services qui auraient pour effet de porter la responsabilité globale du Canada au-delà de

ladite somme, sauf si cette augmentation est autorisée par l'autorité contractante. L'entrepreneur de coopération financée doit informer, par écrit, l'autorité responsable de l'approbation de l'AT concernant la suffisance de cette somme :

- (i) lorsque 75 % de la somme est engagée;
- (ii) soit quatre (4) mois avant la date définitive d'expiration de l'autorisation de tâches;
- (iii) dès que les fonds fournis à l'entrepreneur de coopération financée sont considérés comme insuffisants pour achever les travaux.

Lorsqu'il informe le responsable technique que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur de coopération financée doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

7.9.2 Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur de coopération financée dans le cadre du contrat pour toutes les AT émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat de coopération financée. Le montant indiqué à la page 1 du contrat peut être parfois modifié par le Canada selon les besoins. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur de coopération financée doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme a été engagée;
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
 - c. dès qu'il juge que la somme est insuffisante pour achever les travaux requis dans toutes les AT approuvées, y compris toute révision, la première de ces deux éventualités prévalant.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur de coopération financée doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur de coopération financée n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.9.3 Modes de paiement

7.9.3.1 Les autorisations de tâches préciseront une ou une combinaison des méthodes de paiement décrites ci-dessous. Le choix du mode de paiement est à la seule discrétion du Canada. En plus des modalités du mode de paiement choisi, le Canada ne paiera l'entrepreneur de coopération financée seulement si :

- i. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- ii. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada,

7.9.3.2 Conformément aux modalités de paiement du contrat et de l'autorisation de tâches, le Canada peut effectuer :

- a) Un **paiement unique** à l'intention de l'entrepreneur de coopération financée lorsque tous les travaux indiqués dans l'AT sont terminés et approuvés par le Canada.
Clause du Guide des CCUA [H1000C](#) (2008-05-12), Paiement unique
- b) Des **paiements d'étape** à l'intention de l'entrepreneur de coopération financée conformément au calendrier des jalons indiqué dans l'AT, lorsque tous les travaux et les produits livrables associés à chacun des jalons sont terminés et approuvés par le Canada.
Clause du Guide des CCUA [H3010C](#) (2016-01-28), Paiements d'étape - non assujetti à une retenue
- c) Des **paiements mensuels** à l'intention de l'entrepreneur de coopération financée pour les travaux réalisés durant le mois visé par la facture. Les paiements mensuels sont considérés comme des paiements provisoires jusqu'à ce que les travaux exécutés aient été acceptés par le Canada. Les paiements seront effectués à une fréquence maximale d'une fois par mois.
Clause du Guide des CCUA [H1008C](#) (2008-05-12), Paiement mensuel
- d) **Autres méthodes de paiement** pouvant être utilisées dans une autorisation de tâches à la seule discrétion de l'autorité contractante SPAC.

7.9.4 T1204 - demande directe du ministère client

Clause du Guide des CCUA [A9117C](#) (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

7.9.5 Paiement électronique de factures – contrat (À remplir au moment de l'attribution du contrat)

L'entrepreneur de coopération financée accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement)

7.9.6 Vérification discrétionnaire

Clause du Guide des CCUA [C0100C](#) (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services commerciaux

7.9.7 Vérification du temps

Clause du Guide des CCUA [C0711C](#) (2008-05-12) Contrôle du temps

7.10 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur de coopération financée doit soumettre ses factures conformément à la section « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Le cas échéant, les factures doivent être accompagnée de ce qui suit :

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- c. une copie des factures, reçus, et pièces justificatives pour tous les frais directs; et
- d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur de coopération financée préalablement à l'attribution du contrat et la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur de coopération financée comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur soit considéré comme non conforme aux modalités du contrat.

7.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires [4007](#) (2022-12-01), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales – [2035](#) (2022-12-01), Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- d) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'annexe B, Base de paiement;
- f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'annexe D, Ententes de non-divulgaration;
- h) l'annexe E, Task Authorization Form;
- i) la réponse de l'entrepreneur de coopération financée datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*).

7.14 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense

7.15 Ressortissants étrangers

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.16 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

7.17 Programme des marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* [A9131C](#) (2020-11-19), Programme des marchandises contrôlées – Contract
Clause du *Guide des CCUA* [B4060C](#) (2011-05-16) Marchandises contrôlées

7.18 Préservation des supports électroniques

Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur de coopération financée doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.

Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.19 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

Clause du *Guide des CCUA* [A9062C](#) (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes.

7.20 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Clause du *Guide des CCUA* [A9068C](#) (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement.

7.21 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur de coopération financée doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur de coopération financée) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- A) Les représentants de l'entrepreneur de coopération financée qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur de coopération financée avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- B) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- C) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, et si le Canada en permet l'accès, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriétés ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.

- D) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- E) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

7.22 Règlement des différends

- a. The parties agree to maintain open and honest communication about the Work throughout and after the performance of the FE Contract.
- b. Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du contrat de coopération financée, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- c. Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- d. Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achat et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX – COOPÉRATION FINANCÉE

1. OBJECTIF

Le contrat vise à peaufiner l'énoncé des besoins concernant la technologie infonuagique et les services gérés dans le cadre du projet de l'ITI C2, les spécifications du système et d'autres documents pertinents en vue d'obtenir une solution qui convient parfaitement.

L'objectif de la coopération financée est d'inviter les fournisseurs qualifiés à donner de la rétroaction et à faire part de leurs points de vue sur les énoncés du problème ou du défi en participant à diverses vidéoconférences interactives et à des discussions de groupe animées par le MDN et les FAC, à un sondage et à d'autres activités.

2. PORTÉE

Le MDN et les FAC chercheront à exploiter au maximum la technologie infonuagique commerciale, probablement au moyen d'une infrastructure infonuagique spécialisée et séparée physiquement. La mise en place de services infonuagiques dans le cadre de l'ITI de niveau Secret modernisée amènera l'adoption d'une nouvelle approche pour l'approvisionnement et le financement des ressources de TI connexes au sein du MDN et des FAC, étant donné le passage à une approche axée sur les services. Elle nécessitera donc une bonne compréhension de l'étendue de la capacité et de l'expertise des fournisseurs de services infonuagiques (FSI) retenus au cours des étapes de sélection du processus d'approvisionnement et des différences entre les offres de chacun. Le processus d'approvisionnement nécessitera donc une grande coopération soutenue (ou active) du MDN, des FAC et des fournisseurs qualifiés à l'étape d'élaboration du projet, avant la publication de la DP concernant les services infonuagiques.

Les fournisseurs qualifiés peuvent être invités à participer à des rencontres, à faire des démonstrations, à examiner ou à rédiger des documents, à préparer des architectures de haut niveau, etc. Les fournisseurs qualifiés peuvent également être invités à faire une présentation sur leur solution, en expliquant comment elle répond à l'énoncé du problème ou du défi.

Voici quelques-uns des points de l'énoncé du problème et du défi sur lesquels le contrat de coopération financée portera :

- la description contextuelle et la démonstration par le PSC des fonctions et services infonuagiques les plus importants, de la performance générale du système, de l'intégration des services aux clients (infrastructure-service et plateforme-service), de la fédération de la gestion intégrée des accès, des possibilités en termes de souplesse et d'innovation, ainsi que des services de soutien à la migration des applications;
- les démonstrations de faisabilité;
- les activités expérimentales effectuées sur l'infrastructure infonuagique (comme l'activation de fonctions d'applications simples dans l'infrastructure infonuagique);
- les premières architectures et conceptions de haut niveau des services infonuagiques au cœur de l'ITI de niveau Secret modernisée.

N° de l'invitation – Sollicitation No.

W8474-18IT01/C

N° de réf. du client – Client^{Ref.} No.

W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No

N° du dossier – File No.

061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID

061qe

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

2.1 UTILISATEURS POTENTIELS

Les contrats attribués ou qui résultent d'une sollicitation subséquente auprès des fournisseurs qualifiés en vertu de l'ISQ et qui demandent de fournir des services infonuagiques sécurisés à très grande échelle seront utilisés par le MDN.

2.2 SÉCURITÉ DE L'INFRASTRUCTURE

Il est possible pour le Canada d'améliorer les exigences de sécurité associées à l'infrastructure informatique de niveau Secret. Si cette exigence se concrétise, le Canada se réserve le droit de modifier la présente ISQ et tout contrat qui en découle, selon les besoins.

3. TÂCHES ET PRODUITS LIVRABLES

3.1 Toutes les tâches et tous les produits livrables doivent d'abord être approuvés par le Canada dans une autorisation de tâches. Les fournisseurs qualifiés doivent offrir des services « au fur et à mesure des besoins », comme indiqué dans l'autorisation de tâches individuelle (formulaire de SPAC).

3.2 Le tableau 1 donne un aperçu des tâches et des produits livrables possibles exigés de tous les fournisseurs qualifiés qui choisissent de prendre part au contrat de coopération financée après l'ISQ.

3.3 Le fournisseur doit transmettre le rapport final en format électronique au responsable technique ou à un autre représentant désigné dans les dix jours ouvrables suivant l'approbation de la version provisoire du rapport. Le rapport final doit comprendre un résumé rédigé en anglais. Le responsable technique se réserve le droit de demander des précisions sur le rapport à tout moment.

Le Canada peut traduire tout matériel écrit dans l'autre langue officielle. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est le propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir la traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur ou de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou des problèmes qui pourraient survenir en raison d'une mauvaise traduction.

3.4 Les descriptions et suggestions fournies par le fournisseur sont uniquement destinées au MDN et aux FAC. Le Canada ne s'engage pas à adopter en totalité ni en partie le contenu de tout rapport ou de toute démonstration résultant de la coopération financée.

N° de l'invitation – Solicitation No.

N° de la modif. – Amd. No

Id de l'acheteur – Buyer ID

W8474-18IT01/C

061qe

N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° du dossier – File No.

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

Tableau 1

Tâches possibles	Produits livrables
Le fournisseur doit décrire son offre de services, ses recommandations et sa capacité globale à satisfaire aux exigences du Canada concernant les services infonuagiques et le soutien.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit indiquer l'incidence de l'adoption d'une infrastructure infonuagique spécialisée et séparée physiquement (par rapport à l'adoption d'une infrastructure infonuagique publique).	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire sa capacité fondamentale à surveiller le respect des politiques, des règlements et des configurations autorisées.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire l'approche qu'il recommande pour évaluer et préserver la sécurité des composants infonuagiques.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit fournir des démonstrations de faisabilité classifiées pour les éléments infonuagiques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> • solutions de transfert interdomaines (si offertes); • services de sécurité centrés sur les données (si offerts). 	Le fournisseur doit effectuer une démonstration et fournir des documents techniques pour chacune des démonstrations de faisabilité relevées.
Le fournisseur doit effectuer une démonstration pour les fonctions infonuagiques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> • configuration et utilisation d'entrepôts et de lacs de données; • accès au calcul informatisé en périphérie et utilisation; • configuration et utilisation des outils de gestion des services de technologie de l'information (GSTI) et des fonctions d'intégration d'entreprise du fournisseur ou d'un partenaire tiers; • configuration et utilisation d'outils d'apprentissage automatique du fournisseur ou d'un partenaire tiers; • mise en place et utilisation d'outils d'activation de développement et exploitation (DevOps) et de développement et d'exploitation intégrant la sécurité (DevSecOps) du fournisseur ou d'un partenaire tiers. 	Le fournisseur doit effectuer une démonstration et fournir des documents techniques pour chacune des démonstrations relevées.
Le fournisseur doit décrire la structure de tarification qui sera offerte au MDN.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire le motif principal, les pratiques et les variables qui font augmenter les prix ou les coûts, puis formuler ses grandes recommandations sur la façon dont le MDN pourrait optimiser ses dépenses.	Le fournisseur doit remettre un rapport.

N° de l'invitation – Solicitation No.

N° de la modif. – Amd. No

Id de l'acheteur – Buyer ID

W8474-18IT01/C

061qe

N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° du dossier – File No.

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

Le fournisseur doit formuler des recommandations sur les principes, considérations et approches concernant l'architecture et la conception des services infonuagiques.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire la feuille de route qu'il propose (éléments, jalonnement et calendrier) pour mettre en œuvre le projet.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
<p>Le fournisseur doit décrire la structure de contrat qu'il recommande, en prenant soin d'indiquer les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les pratiques; (b) les processus; (c) les considérations concernant les modalités du contrat. <p>En outre, le rapport doit décrire les ententes sur les niveaux de service (ENS) que devrait prendre en compte le Canada et comment il devrait s'y prendre (y compris chacun des éléments suivants) :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) la hiérarchisation; (b) les mesures; (c) la tarification; (d) les points à prendre en compte concernant la correction et l'incidence de celle-ci; (e) les préoccupations concernant les questions de droit et de conformité, la vérifiabilité et la responsabilité. <p>* Le terme « pratiques » fait référence aux approches adoptées pour la constitution des contrats, comme l'utilisation d'ententes uniformisées, les mesures du rendement, le partage des risques, la participation de tiers, etc.</p> <p>* Le terme « processus » fait référence aux approches du PSC concernant l'exécution des contrats et les activités connexes comme l'élaboration et les négociations, le suivi, les modifications, les approbations, la finalisation et la signature, etc.</p>	Le fournisseur doit remettre un rapport.

4. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Ce contrat comporte des exigences relatives à la sécurité. Les exigences relatives à la sécurité propres à chaque tâche seront spécifiées dans chaque demande d'autorisation de tâches. Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir une demande d'autorisation de visite approuvée et valide avant le début du travail et pendant toute la durée de celui-ci.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5. DÉPLACEMENTS

Le travail prévu dans le contrat de coopération financée ne nécessite aucun déplacement.

Aucun déplacement à l'intérieur et à l'extérieur de la région de la capitale nationale (RCN) par les fournisseurs qualifiés pour ce besoin ne sera remboursé par le MDN.

6 DOCUMENTS APPLICABLES

Au besoin, le responsable technique (RT) fournira aux fournisseurs qualifiés les documents nécessaires pour accomplir les tâches qui leur sont assignées.

Les fournisseurs qualifiés doivent préserver la confidentialité de tous les documents et renseignements exclusifs et conserver tous les documents dans des installations et des armoires verrouillées, conformément aux Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale (ODSDN). Tout le matériel appartenant au MDN et aux FAC doit être remis à la date de clôture de la DP concernant les services infonuagiques.

7. LANGUE DE TRAVAIL

Tous les produits livrables dans le cadre de ce contrat de coopération financée doivent être rédigés en anglais. Le personnel des fournisseurs qualifiés travaillera dans un environnement essentiellement anglophone et devra donc maîtriser l'anglais. Par « maîtriser », on entend que la personne doit être en mesure de communiquer tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et avec un minimum d'erreurs. Toute la correspondance se fera en anglais.

8. ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT

Le MDN ne fournira pas aux fournisseurs qualifiés un espace de travail ou un accès continu au matériel informatique et aux autres applications logicielles nécessaires à l'exécution du travail.

9. FORMATION

Les fournisseurs qualifiés seront responsables de toute formation nécessaire pour leur permettre d'accomplir les tâches et les produits livrables stipulés. Le MDN ne couvrira et ne remboursera pas les coûts liés à la formation

10. LIEU DE TRAVAIL

Les fournisseurs qualifiés devront principalement travailler sur leur propre lieu de travail. Dans la mesure du possible, les rencontres, les démonstrations et les autres activités de la coopération financée se dérouleront à distance, en utilisant des technologies sur le Web ou des outils de vidéoconférences. À l'occasion, il pourrait être nécessaire de tenir des rencontres en personne dans une installation du MDN dans la RCN. La tenue de ces rencontres sera à la discrétion de l'autorité technique (AT) du MDN et des FAC.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

11. RENCONTRES

11.1 Réunion inaugurale pour les autorisations de tâches

Une réunion inaugurale officielle aura lieu avant le début de la première autorisation de tâches émise dans le cadre du contrat de coopération financée dans les 15 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat. L'autorité contractante enverra une invitation à la réunion inaugurale à tous les fournisseurs qualifiés. Cette réunion sera organisée et présidée par l'autorité contractante. La réunion inaugurale sera l'occasion de discuter du plan prévu pour l'autorisation de tâches et d'examiner la liste de produits livrables initiale.

L'autorité contractante fournira l'ordre du jour de la réunion à l'avance afin de permettre aux participants d'y jeter un coup d'œil et de savoir à quoi s'attendre concernant la liste des produits livrables pour la première autorisation de tâches émise. Le Canada se réserve le droit de tenir d'autres réunions inaugurales pour les autorisations de tâches subséquentes. L'ordre du jour de la réunion doit contenir notamment les points suivants :

- a. présentation du calendrier des rencontres régulières et du calendrier de remise des rapports;
- b. présentation des principaux membres de l'équipe de projet et de leurs rôles et responsabilités.

Il pourrait également être nécessaire de tenir d'autres rencontres de suivi pour clarifier le ou les produits que doivent remettre les fournisseurs qualifiés. Dans l'affirmative, le besoin de ces rencontres sera indiqué dans l'autorisation de tâches. La date des rencontres sera indiquée dans l'autorisation de tâches.

11.2 Rencontres spéciales

Il peut également être nécessaire de tenir une ou plus d'une rencontre spéciale pour aborder toute activité liée à l'énoncé de travail. Dans l'affirmative, le besoin de ces rencontres sera indiqué dans l'autorisation de tâches. La date des rencontres sera indiquée dans l'autorisation de tâches.

L'autorité contractante, le responsable de l'approvisionnement, le responsable technique et la surveillante de l'équité seront présents à toutes les rencontres.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B**BASE DE PAIEMENT – COOPÉRATION FINANCÉE**

Voir ci-joint.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEX C

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)



Contract Number / Numéro du contrat
W8474-18IT01 -- post ITQ engagement

Security Classification / Classification de sécurité
unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	DND
2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	ADM (IM) / DGIMPD / DPDCC
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Modernization and consolidation of DND's CSNI and classified networks to cloud services.	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.) <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input checked="" type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: Canada, United States, United Kingdom, Australia, New Zealand (FVEY)	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>
7. c) Level of information / Niveau d'information	
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
	SECRET <input checked="" type="checkbox"/>
	TOP SECRET <input type="checkbox"/>
	TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
	TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat W8474-18IT01 -- post ITQ engagement
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)			
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :			
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :			
Document Number / Numéro du document :			
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)			
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis			
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			
Special comments: Commentaires spéciaux :		See supplemental guidance.	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.			
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
		On DND premises, unscreened pers. may only access public/reception zones	
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)			
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS			
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
PRODUCTION			
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)			
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat W8474-18IT01 -- post ITQ engagement Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC			
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production	✓	✓			✓		✓							
IT Media / Support TI														
IT Link / Lien électronique														

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ✓ No Non ☐ Yes Oui ☐
- If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.
12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ✓ No Non ☐ Yes Oui ☐
- If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Guide de sécurité complémentaire de la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Partie A – Restrictions de diffusion multiples : guide de sécurité							
À remplir en plus de la question 7. b) de la LVERS lorsque des restrictions de diffusion sont identifiées dans le présent document. Indiquer à quels niveaux de renseignements les restrictions relatives à la diffusion s'appliquent. Indiquer dans le tableau si un niveau de renseignement comporte plusieurs restrictions (par exemple, une partie des renseignements cotés Secret est réservée aux Canadiens alors que le reste des renseignements n'est visé par aucune restriction de diffusion).							
Renseignements canadiens							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (ROEM)
Aucune restriction de diffusion	X	X					
À ne pas diffuser							
Limité à : Gp5					X (renseignements limités au Gp5)		
Résidents permanents compris*							
Renseignements de l'OTAN							
Restriction relative à la citoyenneté	OTAN NON CLASSIFIÉ		OTAN DIFFUSION RESTREINTE	OTAN CONFIDENTIEL	OTAN SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	
Tous les pays de l'OTAN	X		X				
Limité à :							
Résidents permanents compris*							
Renseignements étrangers							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (ROEM)
Aucune restriction de diffusion							
Limité à : Gp5	X	X			X (renseignements limités au Gp5)		
Résidents permanents compris*							
Renseignements COMSEC							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (ROEM)
À ne pas diffuser							
Limité à :							

* Lorsque des restrictions de diffusion sont indiquées, préciser si les résidents permanents peuvent être compris.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Partie B – Niveaux d'enquête de sécurité multiples sur le personnel : guide de classification de la sécurité

À remplir en plus de la question 10. a) de la LVERS lorsque plusieurs niveaux d'enquête de sécurité sur le personnel sont indiqués dans le présent document. Indiquer les niveaux d'enquête de sécurité sur le personnel requis pour des portions données du travail ou de l'accès visé par le contrat.

Niveau d'autorisation de sécurité du personnel (p. ex. fiabilité, Secret)	Poste, description, tâche	Accès à des emplacements ou à des renseignements. Niveau de renseignements auxquels l'employé aura accès.	Restriction relative Restriction (le cas échéant)
Fiabilité		Accès à des renseignements Protégé ou à des zones opérationnelles	
Secret		Accès à des renseignements ou à des actifs Protégé et Secret ou à des zones sécurisées	Gp5

Partie C – Sauvegardes et supports informatiques (question 11. d) = oui)

S.O.

AUTRES CONSIGNES SUR LA SÉCURITÉ

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

ENTREPRISE

ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ EN VUE DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS

DOSSIER DE TPSGC n° W8474-18IT01/C – Projet de l'ITI C2 – Étape de l'ISQ

(À signer par les entités commerciales)

En participant au processus d'invitation à se qualifier (IQ) et eu égard à l'occasion de participer à la détermination du processus d'approvisionnement du projet d'ITI C2, à l'accès à des renseignements qui sont confidentiels, et à toute autre contrepartie bonne et valable, dont la réception et la suffisance sont reconnues, le participant convient des modalités de l'entente de non divulgation suivante (l'« entente de non divulgation ») :

- a) Le participant reconnaît que les mesures de sécurité du Canada et de nombreux autres aspects du projet d'ITI C2 sont traités comme des renseignements confidentiels par le Canada.
 - b) Le Canada divulgue les renseignements de nature délicate au participant dans le seul et unique but de permettre au participant de participer au projet d'ITI C2 et, si le participant le souhaite, de préparer et de présenter une offre au Canada, si le Canada recherche de telles offres (le « but »).
1. Renseignements de nature délicate
- a) Aux fins de la présente entente de non divulgation, les « renseignements de nature délicate » comprennent les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis et autres, exception faite des renseignements contrôlés (définis ci-après), qui se rapportent ou qui sont relatifs au projet d'ITI C2, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou d'une autre façon, qui sont définis par le Canada comme étant des renseignements classifiés, protégés, exclusifs ou de nature délicate, de vive voix dans le cas de communications verbales ou par écrit dans tous les autres cas. On ne considère pas comme renseignements de nature délicate tout renseignement qui :
 - i) était déjà connu du participant avant sa divulgation par le gouvernement du Canada;
 - ii) a été légitimement communiqué au participant par un tiers qui n'est pas soumis à une obligation de confidentialité à l'égard du gouvernement du Canada;
 - iii) est ou devient accessible au public sans qu'il y ait faute ou défaut d'agir de la part du participant qui constituerait une rupture de cette entente de non divulgation; ou
 - iv) doit être divulgué en vertu d'une loi ou d'un règlement, notamment dans le cadre d'une procédure judiciaire.
 - b) Sous réserve des modalités de la présente entente de non divulgation, le participant doit préserver la confidentialité des renseignements de nature délicate fournis au participant par le Canada ou en son nom dans le cadre du projet d'ITI C2.
 - c) Toute divulgation de renseignements de nature délicate doit être fondée sur le « besoin de connaître » uniquement aux employés du participant, à condition que les employés aient convenu par écrit de préserver la confidentialité de tous les renseignements de nature délicate selon des modalités qui sont aussi rigoureuses que celles énoncées dans les présentes.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- d) Le participant s'engage à ne pas divulguer ni à permettre la divulgation de tout renseignement de nature délicate à des tiers, y compris des sous-traitants ou des filiales, à ne pas utiliser, ni de permettre l'utilisation des renseignements de nature délicate, sauf dans la mesure exigée pour analyser les conceptions ou solutions éventuelles dans le cadre de l'IQ, à condition que le participant ait obtenu le consentement écrit préalable du Canada à cette divulgation et à condition que ces tiers possèdent les attestations de sécurité requises et aient convenu de préserver la confidentialité des renseignements selon des modalités qui sont aussi rigoureuses que celles énoncées dans les présentes. Le participant convient en outre de fournir immédiatement au Canada, sur demande, une liste de ces tiers et des détails concernant les renseignements de nature délicate divulgués.
- e) Tous les renseignements de nature délicate demeureront la propriété du Canada. À la demande du Canada, ou suivant la fin ou la résiliation du but ou de tout point du projet d'ITI C2 à cet égard, le participant doit remettre ou détruire, au choix du Canada, les renseignements de nature délicate, ainsi que tout document de travail, copie et note qui contiennent ces renseignements dans un délai de 30 jours civils. À la demande du Canada, le participant doit confirmer que les renseignements ont été détruits.
- f) Le participant ne doit pas divulguer ni autoriser la divulgation publique ou la diffusion, quelle qu'elle soit, du but ou des renseignements de nature délicate, en tout ou en partie.
- g) Le participant ne doit pas modifier, supprimer ou entraver la confidentialité ou d'autres avis fournis dans le cadre des renseignements de nature délicate, et doit reproduire intégralement ces avis et remarques dans toute copie, tout extrait ou tout autre document où pourraient figurer ces renseignements de nature délicate.

2. Renseignements contrôlés

- a) On entend par renseignements contrôlés : (i) tout renseignement ou tout matériel considéré comme une marchandise contrôlée aux termes de l'Annexe « Liste des marchandises contrôlées » de la Loi sur la production de défense; (ii) tout renseignement assujéti au Programme de la sécurité industrielle du Canada ou au Programme de sécurité des contrats, y compris les renseignements ou le matériel PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ; ou (iii) tout renseignement ou tout matériel considéré comme une marchandise contrôlée selon la Loi sur la production de défense et assujéti au Programme de la sécurité industrielle du Canada ou au Programme de sécurité des contrats.
- b) Le participant reconnaît et convient que tout usage de renseignements contrôlés, notamment l'accès libre, la reproduction, la distribution, la divulgation, la transmission, la retransmission, l'exportation, la réexportation, l'acheminement, le réacheminement, la conservation et la destruction (ou l'interdiction de destruction) de renseignements contrôlés, doit être fondé sur le « besoin de connaître » pour le seul et unique but recherché, sous réserve de ce qui suit, s'il y a lieu : (i) le Règlement sur les marchandises contrôlées et les exigences du Programme des marchandises contrôlées (y compris l'inscription, la conformité et l'exemption); et (ii) le Programme de la sécurité industrielle du Canada ou le Programme de sécurité des contrats, ou toute autre exigence prévue par ces programmes, notamment les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (selon le cas) de la présente entente. Aucune disposition prévue par la présente entente de non divulgation ne limite les obligations du participant prévues dans le cadre des programmes susmentionnés et ne lui permet d'y déroger.
- c) Le participant convient que : (i) Le Canada peut divulguer des renseignements contrôlés au participant pendant le projet d'ITI C2, dans la mesure où le participant est autorisé à recevoir de tels renseignements contrôlés; et (ii) le participant peut ne pas être autorisé à recevoir tous les renseignements contrôlés qui devraient être divulgués par le Canada dans le cadre du projet d'ITI C2. Il incombe au destinataire de s'assurer d'avoir l'ensemble des autorisations et des

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

permissions requises en tout temps. Sans limiter la portée de ce qui précède, le destinataire peut retourner ou détruire (à la seule et unique discrétion du Canada) tout renseignement contrôlé. Le participant convient que de telles directives peuvent être données par le Canada à sa seule et unique discrétion, peu importe si le processus de demande de soumissions est terminé ou annulé, ou si le but est achevé.

3. Généralités

- a) Le participant est conscient qu'un manquement à la présente entente de non divulgation pourrait entraîner sa disqualification de toute passation de marchés connexe dans l'avenir ou une résiliation immédiate de tout contrat subséquent. Le participant convient également qu'un manquement à la présente entente de non divulgation peut entraîner un examen de sa cote de sécurité et/ou de son statut en tant que soumissionnaire admissible pour d'autres besoins.
- b) Le participant convient en outre que tout manquement à ses obligations de confidentialité prévues dans la présente entente de non divulgation pourrait causer un dommage irréparable au Canada qu'il serait impossible de compenser adéquatement ou raisonnablement en dommages et intérêts. Le Canada a le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour exécuter la présente entente de non divulgation, y compris par voie d'injonction et de toute autre mesure de redressement équitable qu'il souhaite exercer.
- c) La présente entente de non divulgation demeure en vigueur indéfiniment et, à moins qu'elle ne soit remplacée par écrit par le Canada, elle s'applique à tous les renseignements divulgués à tout moment dans le cadre du processus d'approvisionnement du projet d'ITI C2, notamment la phase de la demande de renseignements, la phase d'invitation à se qualifier, la phase d'examen et d'amélioration des exigences, la phase de la demande de propositions, ainsi que la phase du contrat subséquent. Si le participant souhaite être dégagé de ses obligations qu'impose tout document comprenant des renseignements de nature délicate, il peut retourner toute la documentation visée au représentant du Canada concerné, en faisant mention de la présente entente de non divulgation. Dans ce cas, tout renseignement de nature délicate connu par le participant et son personnel (c.-à-d. tout renseignement de nature délicate qui est connu, mais qui n'est pas consigné par écrit) continuera d'être assujéti à cette entente de non divulgation, mais il n'y aura aucune autre obligation en ce qui a trait à l'entreposage sécuritaire des documents contenant des renseignements de nature délicate (sauf si le participant a créé de nouveaux documents contenant des renseignements de nature délicate). Le gouvernement du Canada pourrait exiger du participant qu'il fournisse une confirmation écrite que toutes les copies papier et électroniques des documents qui comprennent des renseignements de nature délicate ont été rendues au Canada.
- d) La présente entente de non divulgation constitue l'intégralité de l'entente conclue entre le participant et le Canada relativement au sujet dont il est question aux présentes. Elle remplace tous les arrangements, ententes, négociations ou discussions antérieurs, qu'ils soient verbaux ou écrits, entre le participant et le Canada se rapportant au sujet.
- e) Si une disposition de la présente entente de non-divulgation est jugée invalide ou inexécutable par un tribunal compétent, elle sera réputée supprimée de la présente entente de non divulgation et remplacée par une disposition valide et exécutable qui, dans la mesure du possible, réalise l'intention d'accepter la disposition originale. Les autres dispositions de la présente entente de non divulgation demeureront pleinement en vigueur.
- f) Le défaut d'exiger l'application stricte d'une des modalités de la présente entente de non divulgation ne doit en aucun cas être interprété comme une renonciation à ce droit à l'avenir.
- g) La présente entente de non divulgation est régie par les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, y compris les lois fédérales qui s'y appliquent, sans égard aux règles relatives aux

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

conflits de lois. Les tribunaux de la province de l'Ontario auront compétence exclusive sur toutes les affaires relatives à la présente entente de non divulgation et le participant se soumet par la présente à la compétence des tribunaux de la province de l'Ontario.

Signé ce ____ jour de ____ [insérer l'année] par

[Fournisseur-entité commerciale, insérer ici la dénomination sociale], par son signataire autorisé]

Signature :

Titre du poste :

Nom en lettres moulées :

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E**FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES**

Voir ci-joint.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEX F

DEMANDE DE PARRAINAGE DE SÉCURITÉ

Dans le cadre de la présente ISQ, la DDR no W8474-18IT01/B, publiée sur le site achatsetventes.gc.ca, demeure valide. Les répondants peuvent se référer à l'annexe J de la DDR, Demande de parrainage de sécurité, qui est reproduite ci-dessous pour faciliter la consultation.

1. PRÉSENTATION

Comme la demande de renseignements classifiés contient des annexes et que l'invitation à se qualifier, ébauche de la demande de propositions, la demande de propositions et le contrat subséquent peut contenir des renseignements classifiés, l'un des principaux objectifs de cette information est de fournir une orientation et de l'aide aux fournisseurs intéressés qui ne satisfont pas aux exigences en matière de sécurité associés à toute étape du processus d'approvisionnement dans l'obtention des autorisations de sécurité exigées.

2. DEMANDE DE PARRAINAGE POUR UNE ATTESTATION DE SÉCURITÉ

Les fournisseurs dont l'organisation ne détient pas actuellement une attestation de sécurité d'installation ou une autorisation de détenir des renseignements valide au niveau SECRET émise par la DSIC de TPSGC sont encouragés à entamer immédiatement le processus d'obtention d'attestation de sécurité. Les demandes de parrainage peuvent être envoyées par courriel à l'autorité contractante de TPSGC indiquée ci-dessous.

Autorité contractante principale pour le parrainage de sécurité :

Aaron Abela

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place du Portage, Phase III, bureau 8C2
11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5

TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Il est préférable de communiquer par courriel.

Il incombe au fournisseur de veiller à ce que l'information requise concernant l'attestation de sécurité soit communiquée à temps à l'autorité requérante ou à la DSIC. La demande doit comprendre les renseignements suivants :

- a. la dénomination sociale de l'entreprise;
- b. la dénomination commerciale, si elle est différente de la dénomination sociale;
- c. l'adresse postale;
- d. l'adresse municipale, si elle est différente de l'adresse postale;
- e. le numéro de téléphone de l'entreprise;
- f. le numéro de télécopieur de l'entreprise;
- g. le prénom et le nom de famille de la personne-ressource (représentant au Canada);
- h. le titre de la personne-ressource;
- i. le numéro de téléphone de la personne-ressource;
- j. l'adresse courriel de la personne-ressource;
- k. la langue de préférence (anglais ou français).

À la réception de la demande de parrainage, la DSIC communiquera avec le fournisseur pour achever la collecte des renseignements requis.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Pour toute demande de renseignements sur les exigences en matière de sécurité, le fournisseur doit communiquer avec la DSIC au 866-368-4646, ou au 613-948-4176 dans la région de la capitale nationale. Site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>.

Aucun coût direct n'est exigé aux fournisseurs qui souhaitent obtenir une attestation de sécurité d'installation. Il est toutefois possible qu'ils aient à assumer des coûts indirects découlant de l'obligation qui leur est faite de respecter les normes minimales, comme les frais liés à l'installation de mécanismes pour la protection des documents, s'il y a lieu.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE G

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Pièce jointe 1 de la partie 4 de l'ISQ (Procédures d'évaluation et méthodes de sélection)

4.1 CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Le PCSP s'appliquera à tous les critères d'évaluation technique obligatoires des tableaux 1.

1.0 EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

1.1 Avant-propos

Les critères qui suivent servent à évaluer la capacité potentielle des répondants à offrir des services infonuagiques et du soutien, principalement pour déterminer comment leur capacité pourrait être mise à profit ou reproduite, le cas échéant, pour mettre en œuvre l'infrastructure infonuagique au cœur de l'ITI C2 de niveau Secret modernisée du MDN et des FAC. Par conséquent, même si les critères ci-dessous concordent avec les éventuels besoins en services infonuagiques du MDN et des FAC et les solutions possibles, les réponses doivent porter uniquement sur la capacité actuelle des répondants en date de la clôture de l'ISQ.

1.2 Définitions

- **Autorisation d'exploiter** : Processus continu consistant à obtenir d'un cadre supérieur de l'organisation et à maintenir l'autorisation d'exploiter un système d'information ainsi que l'approbation expresse du risque de dépendre dudit système pour appuyer un groupe d'activités opérationnelles. Cette autorisation se fonde sur la mise en œuvre d'un ensemble convenu de contrôles de sécurité et sur les résultats d'évaluations régulières de la sécurité [ITSG 33, adaptation de la publication spéciale 800-39 du National Institute of Standards and Technology (NIST)].
- **Services infonuagiques** : L'infrastructure-service (IaaS), la plateforme-service (PaaS), le logiciel-service (SaaS) et les modèles de déploiement (privé, communautaire, public, hybride) sont définis dans la publication spéciale 800-145 du NIST [<https://csrc.nist.gov/publications/detail/sp/800-145/final>, en anglais seulement].
- **Centre de données** : Bâtiment, espace réservé à l'intérieur d'un bâtiment ou groupe de bâtiments dans lesquels se trouvent des systèmes informatiques et des composants connexes, comme des systèmes de télécommunications et de stockage. On y trouve généralement des composants redondants ou des composants de secours, toute l'infrastructure nécessaire à l'alimentation, des connexions de communication de données redondantes, un système de régulation des conditions ambiantes (climatisation, système de protection contre les incendies, etc.) et divers dispositifs de sécurité [traduction libre de la définition tirée de la page Wikipédia sur le sujet [https://en.wikipedia.org/wiki/Data_center#:~:text=A%20data%20center%20\(American%20English\),as%20telecommunications%20and%20storage%20systems](https://en.wikipedia.org/wiki/Data_center#:~:text=A%20data%20center%20(American%20English),as%20telecommunications%20and%20storage%20systems), en anglais seulement].
- **Gp5** : Groupe de cinq pays, soit l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.
- **Périphérie tactique** : Contexte dans lequel des membres du personnel risquent leur vie et exploitent des plateformes et des sites dans un lieu de combat ou une situation de crise caractérisé par 1) une dépendance vis-à-vis les systèmes d'information et la connectivité pour la

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

survie et la réussite de la mission; 2) des menaces élevées pour la disponibilité opérationnelle des systèmes d'information et de la connectivité; 3) des utilisateurs pleinement engagés, qui sont soumis à de fortes contraintes et sont dépendants de la disponibilité, de l'intégrité et de la transparence de leurs systèmes d'information.

Fédération : Technologie, politiques, normes et processus qui permettent à une organisation de prendre en charge les identités numériques, les attributs et les justificatifs d'identité gérés par d'autres organisations [source : définition dérivée de la Federal Identity, Credential, and Access Management (FICAM), <https://playbooks.idmanagement.gov/arch/> (en anglais seulement)].

- **Mise en œuvre** : Étape du cycle de vie du développement de systèmes à la suite de laquelle le matériel, les logiciels et les procédures d'un système entrent en service.

Cycle de vie du développement de systèmes : Le cycle de vie du développement de systèmes (CVDS), aussi appelé « cycle de vie du développement des applications », est l'expression utilisée en ingénierie des systèmes et en ingénierie des systèmes d'information et des logiciels pour décrire la planification, la création, la mise à l'essai et le développement d'un système d'information. Le concept de CVDS s'applique à un grand nombre de configurations matérielles et logicielles, puisqu'un système peut être composé de matériel informatique seulement, de logiciels seulement ou d'une combinaison de matériel informatique et de logiciels. Ce cycle comporte généralement six étapes : l'analyse des besoins, la conception, le développement et la mise à l'essai, la mise en œuvre, la documentation et l'évaluation [[traduction libre de la définition tirée de la page Wikipédia sur le sujet](#) (en anglais seulement)].

- **XACML** : Langage de balisage de contrôle d'accès extensible.
- **ABAC** : Contrôle de l'accès en fonction des attributs, de l'anglais « Attribute Based Access Control ».

1.3 Travail sur des exemples classifiés

Si un exemple pertinent pour les critères obligatoires a été réalisé dans un contexte classifié et est visé par une entente de confidentialité ou une entente en vertu de la *Loi sur la protection de l'information* signée, il pourrait être impossible de divulguer certains détails pertinents nécessaires pour justifier l'expérience demandée dans les critères. Voici la marche à suivre si le répondant décide d'inclure des exemples réalisés dans un contexte classifié :

- a) Le répondant doit nommer l'exemple réalisé dans un contexte classifié (exemple A, B, C, etc., selon le cas), puis indiquer ses dates de début et de fin et sa durée. Le répondant doit également citer en référence un client, comme le responsable, et indiquer ses coordonnées. Ce client doit être en mesure de fournir les renseignements nécessaires pour vérifier le respect des critères d'évaluation.
- b) L'équipe d'évaluation, qui comprend une autorité contractante disposant d'une cote de sécurité de niveau suffisant, vérifiera auprès du client cité en référence si le travail a été accompli comme spécifié dans les critères.
- c) Les résultats de la vérification des références seront utilisés pour évaluer le respect des critères obligatoires. Si le client cité en **référence** du répondant **n'est pas en mesure de fournir les renseignements nécessaires pour vérifier le respect des critères d'évaluation, la réponse sera considérée comme n'ayant pas satisfait aux critères.**

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1.4 Stipulations du répondant

Lorsque le répondant doit démontrer sa capacité en donnant un exemple de travail mis en œuvre qui prouve le respect d'un critère :

- i) le travail donné en exemple doit avoir été réalisé par le répondant lui-même et ne doit pas inclure l'expérience acquise par un sous-traitant proposé par le répondant;
- ii) si le travail donné en exemple a été réalisé par une coentreprise, le répondant doit indiquer les aspects desquels il était directement responsable et comment sa portion du travail satisfait au critère d'évaluation obligatoire (le répondant doit démontrer sa capacité à répondre pleinement au critère d'évaluation obligatoire par lui-même et non en tant que coentreprise);
- iii) un même exemple peut être utilisé pour plus d'un critère.

Les répondants doivent soumettre un formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour chaque exemple prétendant démontrer le respect des critères d'évaluation obligatoires correspondantes.

Les répondants doivent fournir la référence demandée comme indiqué dans chaque critère d'évaluation obligatoire. Les répondants sont tenus de préciser quelle référence et quel exemple s'appliquent à quel critère d'évaluation obligatoire.

Un répondant est autorisé à démontrer sa capacité en tant qu'entité unique, en tant que coentreprise ou en combinaison avec une société affiliée (par exemple, la société ABC – États-Unis et la société ABC – Canada).

2.0 Critères techniques obligatoires

Les répondants doivent respecter chacun des critères d'évaluation technique obligatoires indiqués dans les tableaux 1.

Il est de la responsabilité des répondants de veiller à ce que les documents techniques justificatifs fournissent une réponse concise et détaillée pour prouver que l'exemple proposé respecte les critères indiqués dans le présent document. Si aucun document technique justificatif n'est disponible, le répondant doit rédiger un document pour expliquer en détail comment sa réponse est conforme sur le plan technique.

Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Tableau 1

N°	Critère obligatoire	Renseignements demandés dans la réponse	Réponse des répondants. Page à laquelle se trouvent les renseignements dans la réponse (indiquer le numéro de page).
O1	<p>A) Le répondant doit s'être vu accorder un accord-cadre infonuagique du gouvernement du Canada (GC) [https://gc-cloud-services.canada.ca/s/gc-cloud-fa?language=fr].</p> <p><i>OU</i></p> <p>B) Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre au moins une infrastructure-service ou une plateforme-service infonuagique, puis obtenu l'autorisation d'exploitation initiale ou complète pour son déploiement. Cette infrastructure-service ou plateforme-service infonuagique doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être exploitée aux niveaux AUS Protected, UK Official-Sensitive, NZL Restricted ou USA Level 4; b. être basée sur la technologie infonuagique commerciale du répondant; c. prendre en charge au moins 500 utilisateurs; d. être exploitée et tenue à jour par le répondant depuis au moins les 12 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ. <p><i>OU</i></p> <p>C) Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre et réalisé au moins une infrastructure-service ou plateforme-service infonuagique, puis obtenu l'autorisation d'exploitation initiale ou complète</p>	<p>A) Le répondant doit fournir des documents prouvant qu'il est l'un des fournisseurs de services infonuagiques figurant sur la liste des accords-cadres infonuagiques du gouvernement du Canada [Remarque : Les répondants peuvent par exemple fournir une copie de l'accord-cadre infonuagique conclu avec le gouvernement du Canada ou une capture d'écran de la liste montrant le nom de leur personne morale].</p> <p><i>OU</i></p> <p>B) Le répondant doit donner un minimum d'un (1) exemple de travail mis en œuvre qui respecte le critère B. L'exemple doit démontrer le respect du critère en entier (y compris les sous-critères a, b, c et d). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Le répondant doit décrire brièvement le type d'élément déployé conçu et mis en œuvre (y compris le pays de déploiement et le niveau de sécurité); le nombre d'utilisateurs; le type d'autorisation d'exploitation obtenue et la date d'obtention (mois et année); ainsi que les dates (mois et année) pendant lesquelles l'élément déployé a été exploité et maintenu.</p> <p><i>OU</i></p> <p>C) Le répondant doit donner au moins un (1) exemple d'élément mis en œuvre qui respecte le critère C). L'exemple doit démontrer le respect du critère en</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

	<p>pour son déploiement dans un pays du Gp5, dans un organisme de l'OTAN, en France ou en Allemagne, qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être exploitée au niveau Secret ou Très secret; b. être basée sur la technologie infonuagique commerciale du répondant; c. prendre en charge au moins 500 utilisateurs; d. être exploitée et tenue à jour par le répondant depuis au moins les 12 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ. <p>Remarque : Dans le contexte de la technologie infonuagique commerciale, cela peut comprendre une infrastructure virtualisée sur place.</p>	<p>entier (y compris les sous-critères a, b, c et d). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Le répondant doit décrire brièvement le type d'élément déployé conçu et mis en œuvre (y compris le pays de déploiement et le niveau de sécurité); le nombre d'utilisateurs; le type d'autorisation d'exploitation obtenue et la date d'obtention (mois et année); ainsi que les dates (mois et année) pendant lesquelles l'élément déployé a été exploité et maintenu.</p> <p><i>ET</i></p> <p>Pour les critères B) et C), le répondant doit, fournir au moins le nom et l'adresse courriel d'un (1) client cité en référence qui peut confirmer les détails fournis. Le Canada peut communiquer avec tout client cité en référence et suivra le processus décrit dans la partie 3 de la présente ISQ.</p> <p>Le répondant doit utiliser le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour transmettre ces renseignements.</p>	
O2	<p>Le répondant doit avoir conçu, réalisé et exploité une infrastructure-service ou une plateforme-service infonuagique commerciale multi-locataires qui prenait en charge au moins trois sociétés, ministères ou organismes gouvernementaux distincts utilisant chacun un service infonuagique privé et virtuel distinct et avoir offert au minimum ce qui suit à chaque client pendant au moins les 36 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 25 000 utilisateurs; et b. 1 000 serveurs virtuels; et 	<p>Le répondant doit donner au moins trois (3) exemples de travail mis en œuvre qui répondent à ce critère. Les exemples doivent démontrer la conformité au critère en entier (y compris les sous-critères a, b, c, d et e). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Pour chaque exemple, le répondant doit décrire brièvement le type de système conçu, mis en œuvre et exploité en respectant le critère, indiquer la date de début (jour, mois, année), prouver qu'il est toujours en service à la date de clôture de l'ISQ, puis indiquer le nombre d'utilisateurs, de serveurs virtuels et la taille du stockage en</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	<p>c. 1 pétaoctet de stockage en ligne; et</p> <p>d. 1 pétaoctet de sauvegarde de mémoire en ligne; et</p> <p>e. 5 pétaoctets de stockage quasi en ligne/hors ligne.</p>	<p>ligne, de la sauvegarde de mémoire en ligne et du stockage quasi en ligne/hors-ligne.</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit donner le nom et l'adresse courriel d'un (1) client qui peut confirmer les détails fournis.</p> <p>Le Canada peut communiquer avec tout client cité en référence et suivre le processus décrit dans la partie 3 de la présente ISQ.</p> <p>Le répondant doit utiliser le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour transmettre ces renseignements.</p>	
O3	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit permettre l'adaptation automatique des ressources de calcul, de mémoire et de stockage en temps réel en fonction des fluctuations de la demande.</p>	<p>Le répondant doit être en mesure de définir des politiques (règles) sur la façon de procéder à la mise à l'échelle. De plus, pour les charges de travail courantes de l'infrastructure-service, de la plateforme-service et du logiciel-service, le répondant doit fournir de la documentation démontrant le mécanisme qui permet de contrôler l'expansion et la contraction en temps réel de l'environnement pour répondre aux demandes.</p> <p>[Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O4	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent offrir des niveaux de stockage distincts pour la sauvegarde en ligne et la sauvegarde et l'archivage quasi en ligne ou hors ligne, offrant des performances et des coûts adaptés à chaque utilité.</p> <p>Remarque : Dans ce contexte, le passage « des performances et des coûts adaptés à chaque objectif » renvoie à une pratique</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</p> <p>[Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir une description générique et un diagramme ou un tableau qui démontre comment ses services</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

	<p>adoptée dans l'industrie consistant à utiliser des services de stockage moins performants lorsque possible (comme pour l'archivage) afin de réaliser des économies.</p> <p>Remarque : Dans le contexte de paliers de stockage distincts, l'automatisation du placement des données en fonction de l'utilisation est acceptable.</p>	<p>de stockage à paliers répondraient à cette exigence.</p> <p>Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O5	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent comprendre des services d'analyse avancée de données permettant l'analyse prédictive et l'apprentissage automatique. Ces services doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être utilisés dans les multiples ensembles de données des comptes et des sous-comptes disparates de n'importe quelle organisation d'utilisateurs; b. être disponibles (utilisables) en ligne et hors ligne. <p>Remarque : Les services d'analyse avancée de données peuvent être offerts par des partenaires tiers.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O6	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent comprendre un ensemble d'outils et de services qui permettent et automatisent le développement, les essais, l'intégration, le déploiement et la surveillance continus des applications logicielles.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O7	<p>Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre une infrastructure d'infonuagique à grande échelle, une infrastructure composée d'au moins deux centres de données physiques qui :</p>	<p>Le répondant doit donner un (1) exemple de travail mis en œuvre qui répond à ce critère. L'exemple doit démontrer la conformité avec le critère en entier (y compris les sous-critères). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

	<p>a. offrent une fonction de basculement automatique pour les services;</p> <p>b. sont séparés par une distance d'au moins 1 500 km;</p> <p>c. sont en service depuis au moins les 36 mois consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>Remarque : Une infrastructure infonuagique à grande échelle comprend des infrastructures publiques ou privées qui ne sont pas limitées à un seul pays.</p>	<p>tous les sous-critères n'est pas acceptée. Si plus d'un (1) exemple est fourni, seul le premier cité sera pris en compte. Le répondant doit décrire brièvement l'infrastructure conçue, mise en œuvre qui respecte le critère, indiquer le nombre de centres de données physiques et leur emplacement, indiquer la date de début (jour, mois, année), prouver qu'il est toujours en service à la date de clôture de l'ISQ.</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir au moins le nom et l'adresse courriel d'un (1) client cité en référence qui peut confirmer les détails fournis. Le Canada peut communiquer avec tout client cité en référence et suivra le processus décrit dans la partie 3 de la présente ISQ.</p> <p>Le répondant doit utiliser le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour transmettre ces renseignements.</p>	
O8	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit pouvoir restreindre les services infonuagiques et le stockage de données à certaines limites géographiques et émettre des avertissements, des alertes et des renseignements de vérification pour toute transgression possible des restrictions établies.</p> <p>Remarque : Cette restriction ne s'applique pas aux transmissions de données.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O9	<p>Le répondant doit offrir des services infonuagiques en périphérie (point d'extrémité) qui comprennent des services d'infrastructure-service et de plateforme-service, du soutien d'applications conteneurisées exécutées localement, des</p>	<p>Les exemples doivent démontrer la conformité à l'ensemble du critère (y compris les sous-critères a, b, c, et d). Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

	<p>services d'analyse de données et des services de traitement de données.</p> <p>Plus précisément, le répondant doit démontrer que ces services en périphérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. sont portatifs (poids maximal de 100 kg par composant physique individuel); b. peuvent être utilisés hors ligne; c. peuvent être utilisés sur des réseaux en circuit fermé; d. peuvent reprendre automatiquement la synchronisation du stockage de données avec l'environnement infonuagique dès que la connexion perdue ou moins puissante est rétablie. 	[Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O10	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent prendre en charge la fédération avec les services de gestion de l'accès aux identités des organisations clientes au moyen du langage SAML 2.0 et d'OAuth 2.0.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O11	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent offrir un portail libre-service qui permet aux utilisateurs de mettre à disposition leurs propres ressources infonuagiques à la demande et peut être configuré de sorte à restreindre l'accès des utilisateurs à des services approuvés au préalable dans certains emplacements géographiques.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O12	Le répondant doit donner accès à des logiciels-service offerts par des tiers et avoir élargi son catalogue de logiciels-service au cours des 12 mois précédant la date de clôture de l'ISQ.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

	Remarque : Le catalogue de logiciels-service devrait comprendre ceux offerts par le PSC et les tiers.	<p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit donner un minimum de trois (3) exemples de nouveaux logiciels-service ajoutés au catalogue et indiquer la date (mois et année) de l'ajout.</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir une liste des logiciels-service qui ont été retirés au cours des 12 mois précédant la date de clôture de l'ISQ et indiquer la date (mois et année) du retrait. [Remarque : Il n'est pas nécessaire de dresser une liste des logiciels-service offerts.]</p>	
O13	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent être accessibles depuis une interface Web compatible avec les appareils mobiles.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O14	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent permettre de mesurer l'utilisation et les coûts des services et des applications infonuagiques à la heure près au minimum, de faire des rapports à ce sujet (y compris générer des avertissements) et d'assigner des mesures, puis permettre aux clients de créer des mesures personnalisées à ajouter aux mesures par défaut.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O15	Le répondant doit offrir des services et des outils de gestion des services de technologie de l'information (GSTI) pour permettre la gestion de ses services infonuagiques, entre autres : <p>a. des services de gestion financière et d'optimisation des coûts (budgétisation, facturation, comptabilité);</p>	<p>Les exemples doivent démontrer la conformité à l'ensemble du critère (y compris les sous-critères a, b, c, d, e et f).</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir une démonstration audiovisuelle enregistrée de chaque capacité définie dans ce critère. Les</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W8474-18IT01/C

061qe.W8474-18IT01

	<p>b. des services de gestion de la disponibilité qui permettent de garantir que les systèmes sont disponibles au besoin;</p> <p>c. des services de gestion de la capacité afin de s'assurer que la capacité est toujours rentable (remarque : comprend la gestion de la capacité des entreprises, des services et des composants);</p> <p>d. des services de gestion de la sécurité de l'information prenant en charge la gestion des pratiques de confidentialité, d'intégrité, d'authenticité, de disponibilité et de non-répudiation;</p> <p>e. des services de gestion des actifs et de la configuration répondant aux exigences du cycle de vie, de l'inventaire et de la configuration;</p> <p>f. des services de gestion des incidents pour tout le cycle de vie de chaque incident.</p> <p>Remarque : Les services de GSTI peuvent être offerts en utilisant des outils de tiers.</p>	<p>démonstrations doivent être fournies par le biais d'un des médiums suivants : (a) CPC ePost Connect electronic format, (b) disc, ou (c) USB.</p> <p>[Remarque : Les démonstrations de capacité peuvent être combinées pour ce critère.]</p>	
O16	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit comporter une fonction permettant de limiter l'accès administratif à l'intérieur de certaines limites géographiques, ou à des adresses IP, et d'émettre des avertissements, des alertes et des renseignements de vérification sur toute transgression possible de cette restriction.</p> <p>Remarque : Cette restriction ne s'applique pas aux transmissions de données.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</p> <p>[Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O17	<p>Le répondant doit fournir des services de conception, de mise en œuvre, d'intégration, de migration, de soutien et de formation par lui-même ou par l'intermédiaire de partenaires tiers certifiés par le PSC.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</p> <p>[Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

O18	Le répondant doit prouver qu'il a réinvesti dans l'amélioration de son infrastructure infonuagique commerciale et de son offre de service au cours des 60 mois consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ, au minimum.	Le répondant doit fournir la documentation publiée ainsi qu'un énoncé écrit décrivant lesdits investissements. La documentation publiée acceptable est définie comme étant des documents commerciaux et de marketing, comme une brochure, un livret, un rapport financier.	
O19	Les services infonuagiques existants du répondant doivent fournir un contrôle d'accès basé sur les attributs (ABAC) avec XACML conformément aux publications 800-162 et 800-63 du NIST, avec des services standard offrant les capacités minimales suivantes : (a) prendre en charge 25 000 utilisateurs; et (b) fournir l'ABAC pour tous les éléments suivants : i. dispositifs; ii. applications; et iii. fichiers et dossiers.	Les exemples doivent démontrer la conformité à l'ensemble du critère (y compris les sous-critères a, b, c, et d). [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O20	Les services infonuagiques existants du répondant doivent comprendre la mise en place de la sécurité axée sur les données où la politique sur l'accès aux données est appliquée séparément du point de décision de politique (PDP) et du point d'application de politique (PEP), conformément à la publication spéciale 800-162 du NIST.	<i>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</i> [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O21	Les services infonuagiques existants du répondant doivent prendre en charge l'utilisation de chacun des éléments suivants : a) des étiquettes de métadonnées de sécurité conformes à l'accord de normalisation OTAN 4774, Syntaxe des métadonnées de confidentialité de l'OTAN;	Les exemples doivent démontrer la conformité à l'ensemble du critère (y compris les sous-critères a, b, c, et d).	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-18IT01/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur

61qe

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	b) la liaison d'étiquettes de métadonnées de sécurité conforme à l'accord de normalisation OTAN 4778, Mécanisme de liaison des métadonnées.		
--	---	--	--

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence

Instructions à l'intention des répondants :

- a) Les répondants doivent soumettre un formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour chacun des exemples cités en référence en réponse à chacun des critères obligatoires applicables du tableau 1.
- b) Les répondants doivent fournir la référence requise comme indiqué dans chaque critère d'évaluation obligatoire. Les répondants sont tenus de préciser quelle référence et quel exemple s'appliquent à quel critère d'évaluation obligatoire spécifique.
- c) Le Canada peut communiquer avec la personne-ressource donnée afin de valider les renseignements fournis, comme décrit dans la partie 3 de l'ISQ.

Formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence

Critères d'évaluation obligatoires et critères cités en référence :		
Description de l'exemple comprenant les renseignements requis (selon les documents requis)		
Renseignements sur les personnes-ressources citées en référence pour l'exemple		
Nom :		
Titre :		
Nom de l'organisation ou de l'employeur :		
Adresse de l'organisation ou de l'employeur :		
Numéro de téléphone actuel :		
Adresse de courriel actuelle :		
Rôle de la personne dans l'exemple (par exemple, client) :		
Organisation ou employeur cité en référence et affiliation de la référence avec le répondant (ou membre d'une coentreprise)		
Veuillez choisir :	Ne sont pas affiliées	Sont affiliés

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE H

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE

Invitation à se qualifier N° W8474-18IT01/C Formulaire de présentation de la réponse			
Dénomination sociale complète du répondant <i>Dans le cas d'une coentreprise, veuillez identifier tous les membres.</i>			
Représentant autorisé du répondant aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom		
	Titre		
	Adresse		
	Numéro de téléphone		
	Numéro de télécopieur		
	Courriel		
Compétence relative au contrat <i>La province ou le territoire du Canada choisi par le répondant qui aura les compétences pour assurer l'application de tout contrat subséquent (si différent de celui qui est précisé dans la demande).</i>			
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du répondant <i>Veuillez consulter les Instructions uniformisées de SPC. Il est à noter que le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la réponse. Si ce n'est pas le cas, on établira le répondant en fonction de la dénomination sociale fournie, et le répondant devra fournir le NEA qui correspond à cette dernière.</i>			
Anciens fonctionnaires <i>Pour en savoir davantage, veuillez consulter l'article des instructions uniformisées de SPC intitulé « Ancien fonctionnaire ».</i> <i>S'il s'agit d'une réponse en tant que coentreprise, veuillez fournir cette information pour chacun des membres.</i>	Le répondant est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension selon la définition des Instructions uniformisées de SPC? Si oui, veuillez fournir les renseignements requis à la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Ancien fonctionnaire ».	Oui	
		non	
	Le répondant est-il un ancien fonctionnaire ayant reçu une somme forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Si oui, veuillez fournir les renseignements requis à la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Ancien fonctionnaire ».	Oui	
		non	
Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation <i>Pour en savoir davantage, veuillez consulter l'article des Instructions uniformisées de SPC intitulé « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi ».</i>	Le répondant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.		
	Le répondant atteste qu'il est un employeur du secteur public.		
	Le répondant atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, assujéti à la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> .		
	Le répondant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés (à temps plein, temps partiel ou temporaires) au Canada.		
	Le répondant a un effectif combiné de 100 employés (à temps plein, à temps partiel ou temporaire) ou plus au Canada.		
	Le numéro de certificat est valide et à jour.		

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01/C

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
061qe.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
61qe
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Veuillez cocher l'une des cases ou fournir l'information demandée. S'il s'agit d'une réponse en tant que coentreprise, veuillez fournir cette information	Le répondant atteste avoir envoyé l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) aux responsables du Programme du travail d'Emploi et	
---	---	--

Invitation à se qualifier N° W8474-18IT01/C Formulaire de présentation de la réponse		
Langue de communication future dans le cadre du processus d'approvisionnement – veuillez indiquer le français ou l'anglais		
Province ou territoire canadien visé par la demande selon les lois en vigueur		
Niveau d'attestation de sécurité du répondant <i>Vérifiez que l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du répondant. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le répondant.</i>	Niveau de sécurité	
	Date d'attribution	
	Entité émettrice (SPAC, Gendarmerie royale du Canada, etc.)	
	Dénomination sociale de l'entité à qui l'attestation de sécurité a été décernée	
<p>En apposant ma signature ci-dessous, je confirme, au nom du répondant, que j'ai lu l'invitation à se qualifier en entier, y compris les documents qui y sont incorporés par renvoi, et j'atteste que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le répondant considère qu'il a les compétences et les produits requis pour satisfaire à tous les critères obligatoires décrits dans l'invitation à se qualifier; 2. Tous les renseignements fournis sont exacts et complets; 3. Le répondant accepte de se conformer à toutes les modalités et conditions de la présente ISQ, documents intégrés par renvoi compris. <p>Si un répondant présente une réponse à l'ISQ en tant que coentreprise, chaque membre doit signer la partie ci-dessous.</p>		
Signature du représentant autorisé du répondant		
Signature du représentant autorisé de la coentreprise (le cas échéant)		

ITI C2 – Conception détaillée de l’option de gestion financière	Numéro du contrat W8474-18IT01/XXX/QE	Date __-__-20__
	Numéro de l’autorisation de tâches (AT) (unique, séquentiel) N°-AT	
Codification financière (timbre BDM)	Numéro de la modification de l’autorisation de tâches (AT) <i>(le cas échéant)</i> Cliquez ici pour saisir le texte.	
	Titre de l’AT Cliquez ici pour saisir le texte.	
	Coût total de l’AT Taxes exclues : \$ Taxes comprises : \$	
<p>Exigences en matière de sécurité : Cette tâche comprend des exigences en matière de sécurité :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui — Des exigences en matière de sécurité sont incluses pour cette tâche —, voir <i>l’annexe 4 – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)</i> du contrat. Niveau de sécurité requis pour cette AT.</p> <p> <input type="checkbox"/> Fiabilité pour toutes les ressources <input type="checkbox"/> Secret pour toutes les ressources </p> <p><input type="checkbox"/> Non – Aucune exigence relative à la sécurité n’est incluse pour cette tâche.</p>		
<p>Exigences linguistiques : Cette tâche comprend des exigences linguistiques :</p> <p><input type="checkbox"/> L’équipe de l’entrepreneur doit être en mesure de fournir des services et des produits livrables en anglais.</p> <p><input type="checkbox"/> L’équipe de l’entrepreneur doit être en mesure de fournir des services (communications) en anglais et en français conformément aux exigences précisées.</p>		

1. Objectif et portée	
	<input type="checkbox"/> Référence Annexe A –

2. 1 – Exigences de SPAC

2. 2 – Rôles et responsabilités

Catégorie de main-d'œuvre (Annexe B)	Description des rôles et des responsabilités

3. Produits livrables		
Produit livrable	Description	Échéance

4. Hypothèses et contraintes propres à l'AT

5. Détail des coûts

Période des services	Du :	__-__-20__	Au :	__-__-20__
5.1 Produits livrables et calendrier de paiement				
Produit livrable	Date de livraison		Montant	
			Voir Base de paiement ci-dessous (annexe C).	
5.2 Coût total				
Voir la proposition datée du <input checked="" type="checkbox"/> __-__-20__ . jj/mm/aa		Sous-total de l'AT (TVH en sus) \$ TVH – (14.975%) \$ Coût total (TPS/TVH incluses) \$		
Base de paiement applicable	<input type="checkbox"/> Prix ferme de l'AT de _____ \$ pour les produits livrables mentionnés dans la section 3) 1.1 ci-dessus. <input type="checkbox"/> Limitation des dépenses – AT de _____ \$ pour les livrables mentionnés dans la section 3) 1.2 et 1.3 ci-dessus <input type="checkbox"/> Frais de déplacement de _____ \$ (TPS/TVH en sus) pour les déplacements préautorisés <input type="checkbox"/> Coûts directs de _____ \$ (TPS/TVH en sus)			
Mode de paiement applicable	<input type="checkbox"/> Paiement unique à prix ferme après l'acceptation des produits livrables par le GC <input type="checkbox"/> Paiements d'étape pour les produits livrables <input type="checkbox"/> Paiements progressifs après l'acceptation des produits livrables par le GC <input type="checkbox"/> Paiement mensuel à prix ferme			
5.3 Déplacements (le cas échéant) – taxes applicables indiquées séparément				
Sans objet				

6. Données sur les ressources

Ressource	N° du dossier de sécurité de TPSGC	Accordée

7. Acceptation technique

Le responsable technique examinera les produits livrables finaux aux fins d'acceptation et d'approbation avant le traitement du paiement.

8. Approbations

- ☒ Cette AT d'une valeur supérieure à 100 000 \$ (y compris les taxes applicables) doit être autorisée par le responsable technique **ET** l'autorité contractante (SPAC).

	Nom	Signature	Date
Approuvé par l'entrepreneur :			__-__-20__
Approuvé par l'autorité contractante :			__-__-20__
Approuvé par l'autorité contractante :			__-__-20__
Approuvé par l'autorité contractante (SPAC, au besoin) :			__-__-20__

Annexe A – Plan du projet

Voir le plan du projet joint à la proposition datée du __-__-20__.

Annexe B – Analyse des coûts de soutien

Voir la proposition financière jointe à la proposition datée du __-__-20__.

Annexe C – Base de paiement

Base de paiement – Prix unitaires fermes ou prix de lot ferme – Autorisations de tâches

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur reçoit le prix de lot ferme de _____ \$, tel que précisé dans l'autorisation de tâches approuvée.

S'il y a lieu, déterminer les produits livrables assujettis aux paiements d'étape conformément au calendrier d'étapes suivant. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour une modification technique, des modifications ou des interprétations des travaux, à moins que celles-ci n'aient été approuvées par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux.

Voici le calendrier d'étapes selon lequel les paiements seront faits dans le cadre de l'AT.

Numéro de l'étape	Produits livrables	Date de livraison	Paiement
1		__-__-20__ \$
2		__-__-20__ \$
3		__-__-20__ \$
	Titre du projet de l'AT : _____ Paiement total		_____ \$

S'il y a lieu, l'entrepreneur sera payé tous les mois pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux établis conformément à la base de paiement ci-dessous, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

AT – Composante 1 : _____		
Description	Prix mensuel	Prix mensuel
 \$ \$
 \$ \$
 \$ \$
Coût total mensuel : \$ \$

AT – Composante 2 : _____		
Description	Prix mensuel	Prix mensuel
 \$ \$
 \$ \$
 \$ \$
Coût total mensuel : \$ \$

AT – Composante 3 : _____		
Description	Prix mensuel	Prix mensuel
 \$ \$
 \$ \$
Coût total mensuel : \$ \$

Mode de paiement

Paiement d'étape – Non assujetti à une retenue

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier d'étapes détaillé dans la présente autorisation de tâches et aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une demande de paiement exacte et complète est présentée au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et que tout autre document exigé par le contrat a été présenté conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés concernés;
- c. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout produit livrable exigé sont terminés et ont été acceptés par le Canada.

Paiement mensuel

Pour toute autorisation de tâches attribuée en vertu du contrat comportant un paiement mensuel, le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.